
**L'atmosphère de la Terre est trop
«énergisée» :
quelques constatations cruciales**

Pierre Blouin,
APPEL

Complément de mémoire

Présenté au Bureau d'audiences publiques en environnement

Janvier 2007

«À l'époque, les gens nous disaient : Surtout, ne faites rien contre le phénomène, nous serons seulement plus confortables avec quelques de grés de plus, c'est ce qu'il nous faut !», rappelle Mme Sylvie Fradette, conseillère scientifique chez CO₂ Solutions, une PME de Québec qui a mis au point un procédé simple de captation du CO₂ et le fixe ne bicarbonate. Le procédé fonctionne avec une enzyme (*Impact Campus*, Université Laval, 7 février 2006, p. 10). D'autres entreprises utilisent les algues, véritables dévoreuses de CO₂. La jeune entreprise de Québec, brillant exemple de l'industrie des biotechnologies qui se développe en harmonie avec le milieu régional, a eu un prix attribué par le *Wall Street Journal* et est inscrite en Bourse.

Beaucoup de gens continuent à nier la réalité et à se sentir confortables avec des températures plus douces en hiver. Les bouleversements climatiques, qui comprennent aussi bien le réchauffement que le refroidissement de régions habituellement à l'opposé de ces phénomènes, ne sont considérés du même oeil de nos jours. On commence à se sentir de moins en moins bien avec de telles variations extrêmes.

Le réchauffement de la planète ? «On est carrément dedans ! Les gens ne le réalisent pas parce que ce sont des phénomènes qui se passent sur des périodes très longues (...) Le smog se rend même jusqu'à Québec, on n'avait jamais vu ça ! (...) La nature nous rattrape et plus vite qu'on pense.

Pascal Yacouvakis, météorologue à Radio-Canada, *Le Soleil*, 7 novembre 2005

Le véritable rôle des gaz à effet de serre

Je voudrais apporter ici quelques faits dramatiques sur le réchauffement planétaire. D'autres mémoires analysent ce problème plus en profondeur et de manière plus compétente que je peux le faire. C'est pourquoi je désire seulement faire part de quelques réalités très simples et très graves.

Ce phénomène se résume à des constats forts simples : il est démontré, par l'étude du climat du passé, que l'activité humaine industrielle perturbe le climat planétaire et *qu'un minuscule apport* de gaz carbonique (CO₂) et de méthane (CH₄) suffit à influencer l'atmosphère. *L'activité industrielle moderne est désormais capable de produire ces résultats.* «Si nous prenons un million de molécules de l'air qui nous entoure, nous y trouverons seulement en moyenne de trois cents à quatre cents molécules de gaz carbonique» (*Climat : chronique d'un bouleversement annoncé*, Didier Hauglustaine, Jean Touzel, Hervé Le Treut, Le Pommier/Cité des sciences et de l'industrie, 2004). «Ainsi, la fragilité de notre système climatique tient au rôle disproportionné de quelques composés chimiques» (idem). Ces composés comprennent aussi la vapeur d'eau,

contenue dans les nuages entre autres, pour près des deux tiers, mais cette vapeur est elle-même affectée par la présence des gaz carboniques réchauffants. De plus, le temps de résidence de la vapeur d'eau dans l'atmosphère est très court (quelques semaines) alors que celui du gaz carbonique et ses dérivés est de plus d'un siècle.

Ce qu'on appelé le forçage astronomique (le rôle joué par le soleil) dans ces perturbations rapides et de grande ampleur a été souvent invoqué et exagéré. Le facteur de la radiation solaire n'est pas le seul en jeu, et il est fortement influencé par la présence des Gaz à effet de serre. On a parlé des trous d'ozone, surtout dans le Nord, mais ces trous sont dûs aux gaz aérosols, autres gaz dangereux. Le danger de ces discours sur les causes purement naturelles du réchauffement planétaire, c'est qu'il est avant tout idéologique et qu'il sert à justifier le droit de continuer à polluer. L'industrie a déjà produit des études qui défendent ces discours et a baillonné des scientifiques qui prétendent le contraire.

Le facteur de dangerosité des gaz à effet de serre, c'est qu'ils s'accumulent dans l'atmosphère. «L'histoire ancienne de notre planète témoigne d'autres périodes durant lesquelles dioxyde de carbone et méthane ont été parmi les moteurs de l'évolution climatique de la Terre aux échelles des temps géologiques» (idem). Les tourbières, par exemple, sont des émettrices de méthane, telle celle de la Grande Plée Bleue, située juste au sud du site proposé de Rabaska. La tourbière, cependant, appartient à un ensemble naturel et capte aussi du gaz carbonique, en plus de s'inscrire dans une multitude de processus géophysiques. En des milliers d'années d'existence, les tourbières n'ont pas perturbé le climat. Si on force l'émission de gaz à effet de serre, on force le climat, on perturbe le cycle naturel. On dérègle un mécanisme et ce, sur un laps de temps extrêmement court, un temps infinitésimal à l'échelle de l'évolution naturelle.

Il est intéressant de noter que l'effet de serre a été découvert dès 1896 par le suédois Svante Arrhenius ! Depuis 150 ans, nous libérons peu à peu dans l'atmosphère le dioxyde de carbone du pétrole, emprisonné par les plantes durant des centaines de milliers d'années, et *nous le libérons tout d'un coup depuis 1948*, date de l'exploitation des puits du Moyen Orient ! «Un peu plus de la moitié du dioxyde de carbone que nous libérons des combustibles fossiles subsiste dans l'atmosphère au lieu d'être prélevé par le cycle naturel du carbone. Depuis le début de l'âge industriel, nous avons augmenté le taux de CO² d'environ 30 %» (*Out of Gas : The End of the Age of Oil*, David Goodstein, W.W. Norton, 2004).

À titre indicatif, précisons que Rabaska produirait (convertirait) 14,2 millions de mètres cube par jour de gaz naturel (estimation de la Presse Canadienne, 5 octobre 2004), avec toutes les émissions fugitives normales associées à ce type d'installation et aux autres émissions polluantes, surtout celles des vaporiseurs (et celles des méthaniers entre autres, avec leur «boil-off», le relâchement ou non du surplus de gaz évaporé des réservoirs, et ce, tout le long de leur parcours). Le facteur pollution a été plus tard établi par le promoteur à une libération de 146 000 tonnes de GES par an, sans justement

compter les émissions d'installations connexes ou résultant d'un agrandissement de celles projetées. Le CO₂, le méthane et le mercure sont les trois gaz émis par la combustion des hydrocarbures (pétrole, gaz naturel, charbon). Le troisième, de plus, s'accumule dans les poissons et les plantes. Un autre gaz polluant industriel, le dioxyde de soufre, cause le phénomène des pluies acides. Malgré le Clean Air Act adopté aux États-Unis en 1990, on constate encore une acidité trop élevée des pluies. La source de cette acidité : les oxydes de nitrogène émis par les automobiles.

Des mesures faites dans l'Antarctique dans les années 80 sur la relation entre gaz à effet de serre et l'évolution des températures ont montré «que climat et effet de serre vont main dans la main sur l'ensemble d'un cycle glaciaire-interglaciaire et que les taux actuels de CO₂ ou de CH₄ n'avaient jamais été atteints au cours de cette période (de 150 000 ans)». Pour les 400 00 dernières années, il y a corrélation fidèle entre la concentration de CO₂ et de CH₄ analysées dans les bulles d'air contenues dans des carottes de forage et les variations de la température (idem).

Selon Paul Crutzen, prix Nobel de chimie en 1995, et Erik Stoermer, nous sommes passés de l'époque Holocène à celle de l'Anthropocène, commencée depuis la fin du 18^e siècle, marquée par l'augmentation par l'Homme de certains gaz dans l'atmosphère. Il est évident que le réchauffement global peut, selon l'organisme Disaster Relief, «causer des oscillations croissantes dans la sévérité des températures». Tempêtes (record battu en 2005 dans le Golfe du Mexique), vagues de chaleur (35 000 morts en France en 2003), inondations, tornades, verglas en hiver, hivers doux et anormaux comme celui de 2006-2007, canicules automnales, etc.

Le conseiller scientifique de Tony Blair, le docteur David King, a dit que le réchauffement climatique constitue le plus grand danger auquel a eu à faire face l'humanité depuis 5 000 ans (Mark Hertsgaard, *The Nation*, July 18, 2005)

Le gaz naturel (méthane) capte la chaleur dans l'atmosphère beaucoup plus efficacement que le CO₂, 58 fois davantage sur une base de livre par livre. Les concentrations de méthane ont augmenté 8 fois plus vite que celles de CO₂, et ont doublé depuis le début de l'âge industriel.

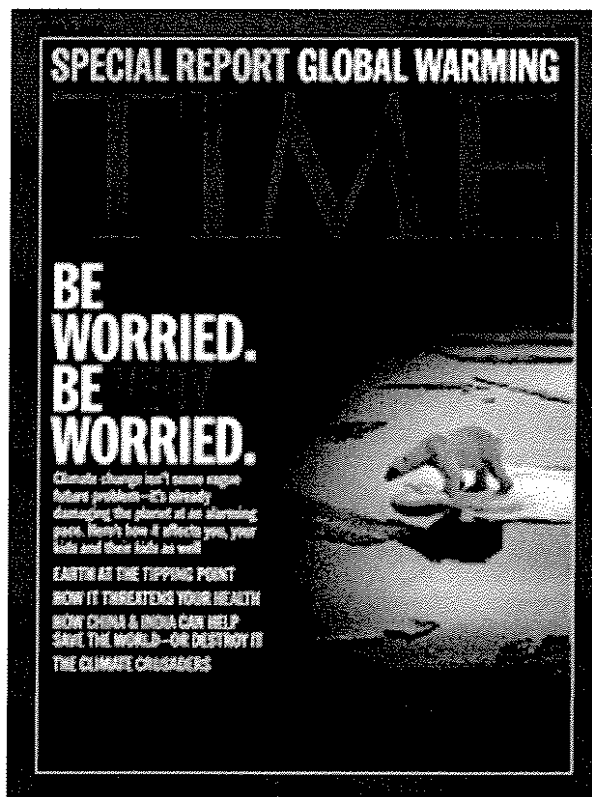
Union of Concerned Scientists, «How Natural Gas Works», September 19, 2005

En outre, le gaz naturel était identifié par la Société canadienne d'hypothèque et de logement comme contaminant chimique, surtout avec le mercaptan qu'il contient (*The Clean Air Guide : How to Identify and Connect Indoor Air Problems in Your Home*, NHA 60695, 1993).

«Nous ignorons l'ampleur de la perturbation nécessaire pour faire basculer l'atmosphère de la Terre en un tout autre état, qui pourrait la rendre inhabitable. Toutefois, même les relativement petites perturbations accomplies jusqu'ici peuvent avoir des effets dramatiques (...) Tant que nous n'aurons pas beaucoup mieux compris la dynamique de l'atmosphère, nous nous amusons avec elle à notre péril». (idem).

En plus des GES, il y a aussi les composées organiques volatils (COV), dont l'apport dans la pollution totale n'est pas non plus négligeable.

Le pétrole serait-il devenu le cancer de la Terre, comme le tabac le cause chez l'homme, ainsi que le dit Québec Vert-Kyoto ? Comme le disait Noam Chomsky, nous sommes désormais en pouvoir d'influencer la planète entière. La prochaine phase de l'évolution de l'Homme, après celle de l'Homo Sapiens, dépend d'une décision, d'un choix et non d'un destin, génétique ou naturel. L'ère du pétrole contre celle des énergies renouvelables : ce dilemme représente ce combat dans l'évolution consciente de l'espèce humaine. Nous sommes bien désormais à la jonction de deux ères antinomiques, une qui se termine et l'autre qui débute.



Les hommes se comportent comme si la planète était infinie, comme si leurs activités ne pouvaient avoir d'impact global sur la biosphère... Je repense à une phrase de Buffon, qui écrivait au XVIIIème siècle : «Les humains dilapident et souillent la nature, mais dans sa générosité, elle est capable de le supporter». C'était vrai alors, ça ne l'est plus aujourd'hui. Ce qui a changé, c'est que des actions locales ont des répercussions sur la totalité de la planète. Les limites du supportable sont peut-être dépassées. La Terre n'en peut plus !

Hubert Reeves, scientifique et vulgarisateur, *Sciences et avenir*, août 2004

**Rabaska : pour l'emploi, la création de
richesse, le développement,
l'approvisionnement en gaz... Mais quelle était
la question au juste ?**

Mémoire présenté au Bureau d'audiences publiques en environnement

Janvier 2007

Pierre Blouin

Membre, Association pour la protection de l'environnement de Lévis
APPEL

High energy consumption has always been a prerequisite of political power. The tendency is for political power to be concentrated in an even-smaller number of countries. Ultimately, the nation with the largest energy resources will become dominant.

Amiral **Hyman G. Rickover**, «père» du sous-marin nucléaire, US Atomic Energy Commission, Navy Department, «Energy resources and our future», 14 mai 1957 (EnergyBulletin.net, December 2, 2006)

L'aspect économique, oui, bien évidemment, mais à quoi sert l'économie ?

Quel prix payer réellement pour Rabaska ?

Le gaz naturel liquéfié est un énorme complément au pétrole et non une alternative valable aux combustibles actuels

L'industrie du GNL a connu dans les années 90 un essor prodigieux. Le Qatar, une monarchie absolue comme l'Arabie Saoudite, en est la capitale mondiale. Les derniers projets en cours sont le fruit d'accords signés entre géants pétroliers : Total, RoyalDutch/Shell, Compagnie du Groupe Suez.

Un fait capital a ouvert toutes grandes les portes à la fulgurante expansion de l'industrie du GNL en Amérique du Nord et à la profusion des projets, champignon ou pas, sur son territoire, incluant le Canada et le Mexique : la décision dite Hackberry de la Federal Energy Regulatory Commission (FERC), en décembre 2002, qui amende le Deepwater Port Act américain et facilite les délais d'approbation, réduisant les fardeaux de la réglementation sur l'industrie et les délais imposés par les exigences juridiques d'examen selon les procédures établies («due process») concernant le libre transport et les coûts de service. La nouvelle procédure exige qu'une décision soit rendue dans un délai maximal d'un an suivant une demande d'autorisation de construction de terminal méthanier.

En clair, cette décision s'inscrit dans le Patriot Act qui limite les libertés individuelles. Elle accorde à l'industrie énergétique un traitement de faveur, puisque la priorité politique en matière de sécurité économique collective est maintenant définie en termes d'approvisionnement énergétique. L'importation de GNL devient alors la manne qui tombe du ciel et révèle ses possibilités à la fois financières et industrielles. Dès lors, il apparaît que la disponibilité d'infrastructures d'importation va déterminer la dynamique des marchés et des prix du gaz en Amérique du Nord. En outre, les coûts économiques et environnementaux anticipés de projets comme le pipeline de l'Alaska et celui du

Mackenzie au Canada sont perçus comme des freins à cette dynamique de marché, pressant davantage l'industrie à développer la filière du GNL.

Le développement des sables bitumineux de l'Alberta agit comme second grand moteur à l'approvisionnement massif en GNL dans l'Est. «Au cours des 10 prochaines années, la demande canadienne de gaz naturel va vraisemblablement migrer vers l'Ouest, avec le secteur industriel comme aiguilleur. Une utilisation accrue de gaz naturel dans la production électrique et dans l'extraction des sables bitumineux en est la cause première» (Commission Trilatérale, Rapport *North American Natural Gas Vision*, North American Energy Working Group, January 2005, p. 88). En 2012, la demande nord-américaine va doubler, dû aux «standards environnementaux plus stricts» et «aux nouvelles technologies de co-génération électrique» (autrement dit, cette augmentation «prévue» est largement due au fait que le gaz naturel prendra la place des programmes et du développement des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique). La demande du Canada viendra de l'industrie entre 37 et 41 %, prévoyait aussi la Trilatérale.

La promotion du GNL par des politiques actives fait partie des devoirs importants des gouvernements pour aider l'industrie.

(..) the experience of Japan, South Korea, Thailand and Malaysia shows that gas use thrives where consumer governments pursue active, credible, and market-oriented policies to promote gas development. This includes flexible prices, competitive markets, incentives to promote early stage gas development and strong encouragement for infrastructure development, such as pipelines and major LNG facilities. Gas is a very infrastructure intensive business with high transportation costs which make government policies extremely important in getting gas markets established and growing. Moreover, promoting natural gas use in power generation requires domestic electricity prices that justify long-term natural gas purchase contracts. Reasonably transparent and flexible regulatory systems are also extremely important (...)

Fortunately, both China and India are beginning to move aggressively to encourage gas use.(..)

Expanding natural gas use requires huge investments, consistent and stable government energy policies (...) The U.S. public and federal and state governments should look to Asia for examples(...)

Mikkal Herberg, director, Asian Energy Security Program, The National Bureau of Asian Research, Chevron Corp., «Lessons from Asia», www.willyoujoinus.com, 2006

Le GNL peut compter pour près de 30 % de l'approvisionnement en Nouvelle-Angleterre durant les périodes de pointe hivernales. Le déclin rapide des coûts de livraison du GNL rend ce dernier attrayant, compétitif quant aux coûts. Il en fait une option de gaz naturel à tarif minimal dans ces marchés.

Trilatérale, idem, p. 96 (traduction libre).

Si vous voulez nourrir la bête énergétique et si vous voulez stabiliser les prix, alors le GNL est la façon logique de procéder.

Jack Cashman, commissaire au département de Développement économique et communautaire, État du Maine (à propos de Harpswell, un projet rejeté par la communauté). Dennis Hoey, *Portland Herald Press*, September 11, 2004

Le réseau mondial du GNL

Dans le monde à l'automne 2006, il y avait 51 terminaux méthaniers, dont 25 au Japon, 12 en Europe, 4 en Corée du Sud. Fin 2005, on comptait 193 méthaniers en service dans le monde, et 124 unités en commande ou en chantier. 20 navires de type Q-Flex, de capacité accrue (210 000 à 217 000 m³) et 6 de type Q-Max (263 000 à 266 000 m³) sont en commande par le Qatar. Les Q-Flex sont au programme des escales à Rabaska (*Mer et Marine*, 15 novembre 2006, «Suez-Gaz de France : leaders mondiaux du GNL»).

Natural gas is not sufficiently clean to be considered the long-term answer to America's energy needs, but it can act as a bridge to greater reliance on cleaner and renewable forms of energy. Growing demand and sharp increases in short-term natural gas prices in 2004 have prompted some to call for more drilling on public lands and fewer environmental safeguards on gas exploration and use. Yet sacrificing our natural heritage and circumventing public participation in energy plans on public lands are simply not necessary in order to power our economy and homes. The best way to reduce our economy's vulnerability to high natural gas prices is to waste less gas.

Natural Resources Defense Council, «A Responsible Energy Plan for America», «Chapter 3, Creating a Responsible Natural Gas Policy»

On aurait intérêt à traiter chaque projet individuel [de terminal méthanier] en tant que phase dans un méga-projet sans fin.

Peter Noble, division Transport maritime, ConocoPhillips (projet Qatargas 3), *Oil & Gas News*, section LNG News, no. 1, 2005

La nature des énergies du ventre de la Terre

Si les énergies fossiles en sont venues à dominer le monde moderne, c'est par leur pouvoir de concentration de la force énergétique ainsi que par leur commodité en termes de stockage et de transport. Pour fins de comparaison, l'amiral Rickover, cité au début de ce mémoire, donnait l'équivalent de la puissance combinée de 2 000 hommes pour une automobile, un homme représentant 35 W ou 1/20 de CV. Or, la surexploitation de ces énergies a toujours été la conséquence de leur utilisation. La concentration a fait oublier la modalité de leur utilisation. Désormais, parvenus au seuil du troisième millénaire, nous en sommes à l'étape historique de la remise en question afin de gérer adéquatement et les stocks et leurs conséquences.

Le processus historique et économique de l'utilisation de ces ressources a fait oublier qu'elles venaient de la Terre. Elles n'étaient aucunement gratuites ni surabondantes. La nature n'est pas un obstacle ni un coût pour l'industrie, elle en est le moteur et le coeur même. Toute industrie tire sa raison d'être et sa matière première, quelle qu'en soit la forme, de la nature.

Les crises énergétiques découlent toujours d'une surexploitation d'une ressource qui conduit à son épuisement. La crise du bois au XVI^e siècle, particulièrement en Angleterre, a mené à l'utilisation intensive du charbon, qui, tout comme le gaz naturel de nos jours, était considéré comme un résidu minéral «sale» et dangereux (la houille). La machine à vapeur a alors combiné l'énergie chimique du combustible, source de chaleur, à l'énergie mécanique (*Économie mondiale de l'énergie*, Jean-Marie Martin, La Découverte, 1990). De même, la diminution dramatique des baleines au XIX^e siècle a provoqué l'abandon du marché de l'huile de baleine comme combustible d'éclairage.

L'industrie cherche à diversifier la mise et à minimiser ses risques. Elle veut exploiter à fond les dernières ressources fossiles qui lui restent, celles du gaz naturel, avant que ces ressources ne soient complètement taries. Plusieurs géologues estiment que la production mondiale de pétrole culmine actuellement (fin 2005 et début 2006). D'autres situent le pic de production entre 2007 et 2009.

La production mondiale de pétrole devrait cesser vers le milieu du présent siècle. Là-dessus, tout le monde s'accorde. Un scientifique américain, Marion King Hubbert, avait démontré l'affaissement des réserves pétrolières américaines en 1956. Son employeur, Shell, avait tenté de l'empêcher de rendre ses travaux publics. Hubbert avait travaillé dans l'industrie pétrolière et au gouvernement américain. Ce qu'on a nommé la courbe de Hubbert montre que le sommet des disponibilités pétrolières du territoire américain a été atteint dans les années 70 et que nous sommes désormais dans la pente descendante de cette courbe.

La crise actuelle provient de l'impréparation des gouvernants et des compagnies qui refusent d'admettre la possibilité de déclin pétrolier en prétendant qu'il y a abondance de pétrole pour les 45 prochaines années, ainsi que du manque d'investissements à la suite de la dégringolade à un prix ridiculement bas de 10\$/b en 1998 (l'essence hors taxe était moins chère que l'eau minérale!). Les raffineries et tankers américains sont au maximum de capacité. Le culte du zéro stock a des inconvénients. Les consommateurs sont en fait le principal coupable, en voulant consommer toujours plus et payer toujours moins.

Jean Laherrère, géologue pétrolier, «Vers un déclin de la production pétrolière», Institut Supérieur Industriel de Bruxelles, Colloque «Énergie et développement durable», 11 octobre 2000

The industry continues to look toward natural gas as a key energy source as the amount of gas reserves continue to increase at a time when oil reserves are declining. In the 1970s, oil reserves were roughly twice the level of gas reserves. However, today the level of reserves is roughly equivalent and confirms that we are finding more gas than oil. Also, gas "by-product" producers all over the world are under political and environmental pressure to end the practice of wholesale flaring of excess gas. Therefore natural gas will continue to play an increasingly important role during the 21st century.

Gas-to-Liquids News, Dec. 1, 2004, Vol. 7, no 12, p. 1

Après le charbon, le pétrole a constitué la deuxième grande réserve fossile d'énergie. Le gaz naturel semble être la troisième. Après l'épuisement complet de cette réserve, l'industrie pétrolière pensera peut-être à «aider» l'éolien et le thermique en y tournant

ses investissements pour se recycler... Mais il sera déjà trop tard, les paysages détruits, les milieux contaminés, les communautés défaites.

La question que peu de monde se pose : Oui, on fait de l'argent, mais à quel prix? Combien cela va coûter ?

Steven Guilbeault, Greenpeace, *Zone libre*, Radio-Canada, 19 janvier 2007 (sur les sables bitumineux de l'Alberta)

Le GNL et la «transition énergétique» aux États-Unis

Aux États-Unis, on compte actuellement quatre terminaux opérationnels de GNL : Lake Charles en Louisiane, Cove Point au Maryland (en phase d'agrandissement), Elba Island en Georgie (également en agrandissement) et Distrigas à Everett (propriété de Tractebel de Belgique, filiale de Suez) à Boston. (Ce dernier, incidemment, a été visité par des représentants et élus de la Ville de Lévis en juin 2006, ainsi que par un groupe partisan de Rabaska à l'automne. Le rapport de visite de la Ville n'a pas été rendu public, malgré des demandes faites au conseil municipal à au moins deux reprises et le vœu exprimé par le conseiller de l'opposition Robert Maranda).

Distrigas est en opération continue depuis 1971 et 4 vaporiseurs ont été ajoutés en 2002 ; une centrale de co-génération de 1 550 MW y est adjointe. La capacité de production de l'usine a été augmentée de 0,6 bcf (milliard de pieds cube) par jour (Edison Electric Institute, *Electric Perspectives*, «The tide rises for LNG», Wanda Avila. March-April 2002). Le trafic des méthanières y a aussi considérablement augmenté et on prévoit l'augmenter encore. Le maire de Boston, Thomas Menino, veut faire fermer l'usine, située dans la banlieue, en pleine ville. Ses adversaires l'accusent de vouloir protéger sa base électorale. Il semble davantage refléter la prise de conscience générale qui règne en Nouvelle-Angleterre et dans tout le pays quant aux dangers environnementaux et aux problèmes de sécurité associés avec une telle installation, à la lumière des avancées dans la recherche et l'évaluation des risques.

Everett fournit environ 20 % des besoins en gaz de son marché de la Nouvelle-Angleterre, surtout en période de pointe, selon son opérateur. En fait, soutient Clifford Goudey, directeur du Center for Fisheries Engineering Research du MIT, fermer Everett ne causerait pas de panne générale de chauffage dans la région, contrairement à ce qu'invoquent industrie et politiciens. «Pour la grande partie de l'année, les pipelines de gaz naturel venant du sud et du Canada suffisent à la demande et même davantage» (Réponse à Larry Davey, *Bridge News*, September 1, 2006). Le problème réside dans les

périodes de pointe, surtout l'hiver, pour lesquelles davantage de points satellite de stockage suffiraient, à défaut de faire la promotion de mesures d'efficacité énergétique.

Les trois premiers terminaux ont été fermés durant les années 80 et 90, à cause de la baisse de la demande en gaz naturel et des importations trop dispendieuses. Ils ont été réactivés à la faveur de la déréglementation du marché et de la remontée des prix domestiques du gaz naturel au cours de ces années.

Le GNL est plus cher à produire et exige des plafonds de prix plus élevés. Ses promoteurs veulent en faire une source d'énergie moins sale et plus «écologique», supplantant le charbon, même celui dit propre, alors qu'il ne saurait être que transitionnel, créant plus de problèmes qu'il n'en résout. Une difficulté importante semble être de trouver des contrats d'approvisionnement à long terme, ce qui a vraisemblablement conduit à l'abandon par Anadarko de Houston du projet de Bear Head en Nouvelle-Écosse en juillet 2006.

Les prix du gaz naturel restent pourtant un obstacle majeur au développement de la filière GN et GNL, et ce depuis les années 70. Tous les experts économiques et courtiers en énergie reconnaissent que le gaz naturel et le pétrole sont des substituts énergétiques, c'est-à-dire qu'ils ont tendance à se transiger à des niveaux équivalents. En retour, l'inflation mondiale est alimentée par les coûts du pétrole et des énergies fossiles, ainsi que par les corollaires politiques qu'elles engendrent. Un marché global du GN ne fera qu'institutionnaliser cette réalité, d'autant plus qu'une OPEP du gaz est en voie de formation avec le Qatar comme leader. Le mythe du GN comme combustible alternatif pour une «diversification énergétique», tel que promu aux États-Unis, risque de ne pas durer longtemps. Cette soi-disant diversification est enfermée dans le carcan de l'énergie fossile : la vraie diversification consisterait à sortir de ce cadre et à faire appel aux énergies renouvelables. On sait que ces dernières sont viables, compétitives désormais avec les énergies classiques et économiques à long terme. Les programmes de «Renewable Energy Portfolios» dans plusieurs États américains encouragent cette production alternative et témoignent d'une vision positive des énergies renouvelables. La Californie est connue pour son leadership en ce domaine. Malheureusement, comme dans tous les États avancés dans le domaine du renouvellement énergétique, elle est l'objet des assauts de l'industrie du GNL, qui veut justement déloger ses concurrents potentiels et briser l'élan d'une industrie de l'énergie propre encore fragile.

Il y a 150 ans, quand on a voulu abolir l'esclavage aux États-Unis, les gens disaient : «Vous ne pouvez le faire, vous allez détruire l'économie.» C'est vrai. Mais est-ce une excuse ? (...) Avons-nous le droit moral d'utiliser un argument économique pour ne rien faire ?

David Suzuki, entretien avec Éric Moreault, *Le Soleil*, 17 juillet 2006

L'économie doit remplir les fonctions qui lui sont dévolues en propre : prendre soin correctement des choses, faire le meilleur usage possible des choses, incluant la terre et les gens (...) Il n'y a rien à attendre de valable d'une économie qui (...) pardonne la pollution et la destruction en tant que «coûts acceptables».

Wendell Berry, écrivain, cultivateur, écologiste, *Preservation Online*, March/April 2005

En réalité, l'économie n'est pas une machine, mais un système vivant en relation avec son environnement dans lequel elle puise matière et énergie et dans lequel elle déverse ses déchets (...) La croissance de l'économie mondiale est aussi limitée dans l'espace par la dimension fixe de la planète qui échange seulement de l'énergie avec son environnement et constitue un système fermé.

Jean-Pierre Wampach, «Feu le développement durable ? La croissance économique ne peut être éternelle», *Le Soleil*, 20 septembre 2005

Le mythe de la substitution énergétique charbon-gaz

Rabaska se sert du mécanisme instauré par l'accord de Kyoto pour prétendre assainir l'atmosphère de l'Amérique du Nord. Il conviendrait de rappeler *l'esprit de Kyoto*, qui est de limiter les émissions existantes en les contrôlant, et non pas de permettre de nouvelles émissions en prévoyant de compenser ailleurs, sur la base d'une pure hypothèse par ailleurs. *L'évaluation locale* et québécoise des émissions de GES et autres sources polluantes par le projet est ainsi évacuée, mais elle n'en est pas moins au centre de nos préoccupations en environnement. L'environnement, c'est ce qui est proche de nous, non ce qui est loin et abstrait.

Rabaska fait donc un calcul comptable de la «pollution différentielle» et des émissions à effet de serre qui seraient annulées par la conversion des centrales au charbon qui produisent l'électricité aux États-Unis. Dans un élan d'altruisme à l'échelle continentale, Lévis et le grand Québec se sacrifient pour la propreté de nos voisins du Sud qui ne savent pas encore que le gaz naturel n'est pas davantage une solution pour eux que le charbon ou le nucléaire le sont. Les émissions américaines de gaz naturel viendraient en

grande partie s'ajouter au bilan canadien par le jeu des courants atmosphériques dominants (du Sud-Est), ces mêmes courants qui sont à l'origine des ravages des pluies acides.

Pourtant, le portrait de la production électrique outre-frontière est loin d'être si clair.

The driving factors behind capital project spending in North America are the increase in the activity to build new coal-fired generating units, new renewable energy projects and environmental compliance spending. As coal remains competitive with natural gas, in terms of fuel prices, owners are developing new coal-fired units in numbers not seen in recent years.

Industrial Information Resources, «IIR Highlights 2007 Project Spending Projections at Power-Gen International in Orlando», November 27, 2006

On dira peut-être que les prix continentaux du gaz risquent de baisser en fonction des nouveaux terminaux, tant US que canadiens. Toutefois, le charbon est la réserve de matière première la plus abondante en territoire américain pour l'heure. L'incitation à la conversion demeure une hypothèse pour l'instant. Elle dépend pour l'essentiel de la baisse des prix du gaz. Et elle n'est pas une solution au problème américain en matière de production d'électricité—ce que reconnaissent les acteurs de l'industrie et du financement, les solutions renouvelables venant également en priorité et leur marché croissant régulièrement.

Un rapport d'étude de marché du gaz commandé par Rabaska (voir plus bas pour commentaire du rapport) à la firme Energy and Environmental Analysis mentionne que 135 GW produits au charbon sont prévus d'ici 2025 en Amérique du Nord (p. 31).

Si les projets GNL ne se font pas, «une large partie de la demande projetée de gaz naturel, incluant le déplacement de la génération électrique au charbon au profit du gaz naturel, risque de ne pas se réaliser» (Étude de Energy and Environmental Analysis, pour Rabaska, novembre 2005, p. 7. Voir la citation complète plus bas). Donc, la demande doit être stimulée activement pour déplacer le marché du charbon au profit du gaz. Le but corporatif est probablement plus important que l'objectif environnemental ; ne s'agit-il pas de ravir un marché concurrentiel ? «L'effet bénéfique pour l'environnement du gaz naturel» sera annulé, privant du coup l'industrie qui l'utiliserait des crédits de carbone qu'elle pourrait possiblement vendre à la Bourse climatique.

Enfin, on doit remarquer que la vive concurrence entre les différents fournisseurs et processus de production semble donner une bonne part au nucléaire ; 55 000 MW

d'énergie électrique seront produits d'ici à 2020 en Amérique du Nord par cette filière (Industrial Information Resources, 15 janvier 2007).

Nous aimons l'énergie nucléaire, nous pensons que c'est l'énergie du futur (...) C'est la meilleure façon de produire de grandes quantités d'énergie, de remplacer le charbon ou les combustibles fossiles. C'est bon pour l'environnement.

Jacques Lamarre, pdg de SNC-Lavalin, allocution devant le Cercle finances et placement du Québec, *La Presse, Le Soleil*, 19 janvier 2007

Le discours environnementaliste est ainsi récupéré pour servir à toutes les sauces et justifier une filière de capital plutôt qu'une autre. On est alors prêt à reprendre une option énergétique qui s'est révélée inefficace et coûteuse par le passé, et dangereuse pour les gens et l'environnement. L'industrie du GNL tient en substance le même discours que les nouveaux partisans de l'énergie atomique.

Les énergies renouvelables, un marché en émergence

(...) nos conclusions sont à l'effet que 75 % de la croissance anticipée dans la demande régionale de gaz naturel au cours de la prochaine décennie peuvent être éliminés par les seules approches de l'énergie renouvelable et des initiatives d'efficacité énergétique.

Synapse Energy, rapport d'étude sur le projet Broadwater de port offshore par TransCanada Energy et Shell, Cassandra Heller, www.fairfield-citizen.com, November 24, 2006

Voir les annexes à la fin de ce mémoire pour le caractère concurrentiel des énergies renouvelables, principalement l'éolien, en regard des solutions fossiles au Québec et en Amérique du Nord. Gaz Métro a elle-même une participation dans Cartier Énergie Éolienne et dans un projet éolien dans le Parc des Laurentides.

Pourquoi le gaz naturel est-il dit « économique » ?

Les prix du pétrole et du gaz dépendent à la fois des réserves disponibles, des politiques des producteurs et des approbations gouvernementales des tarifs de vente. Ces feux verts étatiques déterminent l'expansion ou non

des projets de distribution et de transformation. Ils sont toujours des choix politiques.

La surcapacité réelle ou artificielle des stocks d'hydrocarbures crée la capacité de contrôler le marché. Depuis la crise de 1973, le monde a appris que le marché de l'énergie pétrolière fonctionnait comme n'importe quel autre. Bien sûr, le gaz naturel n'échappe pas à la donne. Il est clair que l'OPEP va régulariser ce marché dans la prochaine décennie, comme elle s'y prépare. «[OPEP] plans to build a supply and demand system to negotiate contracts and prevent too much product from reaching the market, the *Journal* said» («LNG exporters consider ways for 'stable market'», Saturday, 14 May, 2005, *Doha Time*, David Altaner and Saijel Kishan, d'après le *Wall Street Journal*).

Au Québec, de tels contrôles se profilent. Un mémoire de Gaz Métro soumis à une commission parlementaire début 2005 suggérait de libérer les prix de l'électricité pour rendre le gaz compétitif. Il y a une nette volonté de rendre les Québécois dépendants du gaz pour leur chauffage résidentiel. Une telle suggestion de libéraliser les tarifs d'électricité a été reprise à l'automne de la même année par le document *Pour un Québec lucide*, établi par une brochette de l'élite économique, politique et intellectuelle du Québec dans un effort d'influencer la politique gouvernementale, trop molle à répondre aux désirs des plus radicaux en cette matière comme en celle des questions socio-économiques en général. C'est dire l'influence qu'a ici le lobby pétrolier québécois en ce domaine et qu'on ne doit pas le négliger. Ce lobby appartient à un groupement international beaucoup plus large, et qui reçoit ses directives des pétrolières américaines. La question de l'emplacement des terminaux de GNL témoigne d'ailleurs amplement de cette influence.

Il est important de comprendre que plus nous nous rendrons dépendants d'une énergie non-renouvelable, comme dans le cas du pétrole et du gaz naturel, plus nous serons dépendants des caprices du marché pour le prix de cette énergie (et ces caprices sont à la hausse, tout comme le prix des autres combustibles fossiles)

Daniel Breton, Coalition Québec-Vert-Kyoto, 9 mars 2005

Alors que les prix du mazout et de l'électricité montent, ceux du gaz naturel diminuent. La Régie de l'énergie a en effet autorisé hier Gaz Métro à réduire de 3 % ses tarifs de distribution, ce qui pourrait se traduire par des économies appréciables pour les consommateurs résidentiels.

La distribution est en effet l'une des composantes principales de la facture des abonnés avec le transport, l'équilibrage et le coût du combustible. D'après Gaz Métro, la distribution compterait pour environ 40 % du prix payé par un client qui chauffe sa maison et son eau au gaz.

(...) Autrefois contrôlée par Hydro-Québec, Gaz Métro appartient aujourd'hui à une société de portefeuille appelée Noverco dont sont actionnaires Gaz de France, Enbridge et Infragaz.

Ce holding formé en juin regroupe la Caisse de dépôt et placement du Québec, le Fonds de solidarité FTQ, SNC-Lavalin (11,1 pour cent), deux fonds d'investissement de la Colombie-Britannique (11,1 %) ainsi que le Régime des rentes du Mouvement Desjardins.

Le taux de rendement autorisé sur l'avoir des actionnaires de l'entreprise a été fixé par la Régie de l'énergie à 11,64 %, en incluant la bonification pour l'amélioration de la performance.

Presse Canadienne, dans *Le Devoir ÉCONOMIE*, samedi 25 septembre 2004, «La Régie de l'énergie autorise Gaz Métro à baisser ses tarifs»

Ce même article nous apprend que le principal client de Gaz Métro sera la nouvelle usine thermique de TransCanada Energy à Bécancour, dont le BAPE venait d'approuver l'alimentation par gazoduc sous-fluvial, gazoduc construit par Gaz Métro...

On répond ainsi à la question : à qui profite Rabaska ? Le profit circule en circuit fermé. Ce qui intéresse la corporation, c'est essentiellement cette donnée. Qu'on y parvienne par n'importe quel moyen ou avec n'importe quelle production, pourvu qu'on y arrive. Si c'est l'éolien ou le solaire qui se mettent à rapporter, alors on lâchera le gaz et on ira vers ces secteurs de production (ce n'est pas pour demain, mais c'est déjà pensable). Les dégâts auront cependant été faits. Pour l'instant, le GNL est le combustible fossile le plus prometteur en termes d'instrument de profits et de dividendes. Il alimente l'accélération rapide et tournante du capital industriel et financier investi. Nous risquons maintenant de devenir prisonniers de cette autre course folle.

Il exista durant [la période des années 50] un consensus général sur l'expansion accélérée. Pour nourrir cette expansion, il fallait une énergie à bas prix. Il en existait une : le pétrole.

Lionel Taccoen, ingénieur à EDF, *La guerre de l'énergie est commencée*, 1978.

La fausse question : il faut un port méthanier pour solutionner la demande croissante, diversifier l'approvisionnement et ainsi faire baisser les prix du gaz au Québec

La problématique de Rabaska ne se joue pas tant au niveau du Québec qu'à celui du réseau nord-américain. La raison officielle serait une crise de l'approvisionnement. Si on regarde ce qui s'est passé avec l'industrie pétrolière, on voit que la crise est d'abord celle de la croissance de l'industrie, c'est une crise interne en grande partie.

M. Jean-Thomas Bernard, de la Chaire en énergie électrique de l'Université Laval et partisan des ports méthaniers, a bien présenté le marché nord-américain du gaz comme marché intégré lors de la Conférence de la Chaire publique de l'AELIÉS à laquelle participait l'ex-ministre Mulcair. L'effet des ports méthaniers, a-t-il dit, sera d'intégrer ce marché aux marchés extérieurs. L'effet sur les prix, d'autre part, se fera à l'échelle continentale.

Comment la crise énergétique est fabriquée par et pour l'industrie, cela a été démontré maintes fois depuis 30 ans. La détermination des prix du carburant fossile fait par les oligopoles concertés, de manière informelle et bien entendu non prouvable objectivement et juridiquement (ce qui permet à ces titans de l'industrie de menacer de défier en justice les syndicats qui osent parler de la question).

On l'a vu lors de la flambée soudaine des prix lors du déluge de la Nouvelle-Orléans en septembre 2005, les raffineurs en profitent pour augmenter au maximum leurs marges de profit en profitant d'un événement somme toute isolé et dont les répercussions n'ont aucune commune mesure avec la détermination internationale des prix, voire sur l'approvisionnement. Les prix du gaz naturel sont établis au niveau international, par des mécanismes aussi complexes que ceux du pétrole et par des conjonctures non moins favorables.

La flambée des prix du pétrole n'est qu'une manifestation parmi d'autres du contrôle progressif de l'économie mondiale par les multinationales (...) L'OPEP dit que les prix sont tirés vers le haut par l'engorgement des capacités de raffinage plutôt que par la demande (...) Les pétrolières manipulent les prix via l'offre (...)

Michel Bernard et Léo-Paul Lauzon, Chaire d'études socio-économiques de l'UQAM, *L'Aut Journal*, octobre 2005

Malgré une hausse évidente de la « demande » (la consommation réelle) en pétrole depuis 30 ans, pourquoi les États-Unis n'ont-ils pas construit de nouvelle raffinerie depuis 1976 ? Serait-ce justement parce que cette demande n'est pas si déterminante dans la structuration des prix et dans la stratégie industrielle ?

La demande est un fourre-tout. On peut la manipuler à volonté. La tactique de l'industrie est de se servir de ce paradigme, de cette raison d'une demande, pour instaurer en absolu ses plans et ses projets. Elle fait comme si la demande était une donnée naturelle et souveraine, qui existe indépendamment de tout, comme un fait humain de base. En fait, la demande est le plus souvent créée par le faible prix de la marchandise beaucoup plus que par le besoin réel de la consommer. Dans le cas du gaz naturel, par exemple, les prix artificiellement bas des années 60 et 70 ont gonflé une demande qui a engendré des projets de ports méthaniers comme celui proposé à la Pointe-de-la-Martinière en 1979.

Malgré la soi-disant crise de 1972-73, les profits des compagnies pétrolières ont augmenté de manière étonnante. Texaco enregistrait une augmentation de 70 % durant cette période, alors que ceux de Mobil Oil remontaient de 68 % (James Laxer, voir encadré). Même le Shah d'Iran, installé au pouvoir par les Américains en 1953 par un coup d'État, déclarait que les pénuries étaient délibérément favorisées par les pétrolières pour augmenter leurs profits et préférait vendre aux entreprises nationalisées à meilleur prix qu'aux multinationales ! (Laxer). En 2005, au moment où les prix de l'essence et du gaz naturel atteignaient des sommets de tous les temps, les profits des pétrolières sont toujours aussi à la hausse : 50 % chez Petro-Canada, 20 % chez Esso-Imperial Oil, 169 % prévu à l'automne (grâce à une acquisition) chez Ultramar-Valero (ce même Ultramar qui jadis contesta son évaluation municipale à St-Romuald et gagna en Cour, avec le résultat désastreux pour la ville d'un remboursement à raison de 300 000 \$ par année). Enfin, une hausse des profits de raffinage de 140 % chez Pétro-Canada (agence Bloomberg, *La Presse*, 28 octobre 2005).

La stimulation artificielle de la demande par le gel ou la diminution des prix crée l'habitude de consommer plus, laquelle à son tour est comme prise au piège lorsque les prix sont « réajustés » à la hausse. Dans un cas comme dans l'autre, la logique du profit et de l'argent mène le jeu.

Il n'y a pas de pénurie d'énergie. Le problème réside dans les luttes de pouvoir entre les entreprises énergétiques et leurs pays hôtes.

Michael Tanzer, *The Energy Crisis : World Struggle for Power and Wealth*, 1974

En dernière analyse, le problème de la crise énergétique en est un de pouvoir politique. Les deux sens du mot « pouvoir » – le pouvoir de l'énergie et le pouvoir de la politique – se rapprochent ainsi au plus près l'un de l'autre.

Anthony Sampson, dans *The Blue-Eyed Sheiks : the Canadian Oil Establishment*, 1979 (livre de Peter Foster).

La « crise » de l'énergie – la pénurie réelle de pétrole affectant les consommateurs, grands et petits – est peut-être la meilleure affaire qui soit arrivée à l'industrie du pétrole et du gaz naturel depuis longtemps.

Wall Street Journal, 14 août 1973, cité dans James Laxer, *Canada's Energy Crisis*, 1974

Même le pdg de TransCanada Pipelines, Harold Kvisle, admet que les prix dépendent de très nombreuses variables qui n'ont rien à voir avec la construction de ports d'importation.

There are several critical uncertainties that would affect our forecast of North American natural gas demand. Long-term growth rates of the U.S. and Canadian economies, the level of oil prices, and the relative price of natural gas to other fuels could all have a significant impact on natural gas demand over the next decade. The current uncertainties in the power sector, the effect of environmental policies such as the Kyoto Protocol in Canada and the conventional natural gas supply response will also affect gas prices and demand.

Harold Kvisle devant le Comité américain de l'énergie et du commerce, 10 juin 2003

Il faut également se rendre compte de la nature d'une dépendance énergétique sur l'économie des pays importateurs : les dollars dépensés au Moyen Orient, par exemple, sont réinvestis aux États-Unis par ces pays sous forme d'obligations gouvernementales,

de projets immobiliers ou autres formes d'investissement qui permettent un contrôle de plus en plus grand de l'économie par des instances étrangères. Les Américains ne sont pas insensibles devant ce phénomène, la grande amitié entre la dynastie des Saoud (ainsi que la famille Ben Laden) et la famille Bush n'étant qu'un épiphénomène de cet état de choses au niveau politique. «En clair, l'argent des automobilistes des États-Unis, du Japon, de l'Allemagne prend le chemin du Moyen Orient, mais une partie jugée trop faible est retournée vers les économies occidentales. (Ceci) contribue à maintenir les taux d'intérêt artificiellement bas aux États-Unis, alimentant ainsi la consommation et la bulle immobilière américaine» (Richard Dupaul, «Où vont les pétrodollars ?», *La Presse Affaires*, 28 octobre 2005).

Il devient de plus en plus clair que la question des soi-disant besoins urgents en gaz naturels couvre les vrais motifs d'une rentabilité financière accrue, en termes de facilité de livraison du gaz et de «bénéfices économiques potentiels». Un rapport de *Natural Gas Intelligence* daté de février 2005 affirmait en toute franchise que les profits record des producteurs gaziers californiens servaient à financer les projets en cours d'étude sur la côte californienne. Les audiences en cours dans l'État passaient toutes sous silence la question des besoins réels en gaz naturel. («Pernicious LNG assumption», Tom Elias, June 22, 2005, *Ratepayers for Affordable, Clean Energy (RACE)*).

Les hommes au pouvoir veulent aussi une croissance économique rapide. En fait, cela semble être le fondement même de l'idéologie des pays industriels, et ce tout à fait indépendamment des idéologies officielles que l'on peut avoir par ailleurs. Par suite de cette attitude, le besoin en énergie des pays industriels double tous les cinq ans environ.

Bjorn O. Gillberg, biologiste, dans Amory Lovins, *Stratégies énergétiques planétaires*, Christian Bourgois, 1975

En fait, notre économie dans son entier est basée sur la croissance continue et sans fin. Cependant nous vivons dans un monde fini, avec des ressources limitées et une quantité limitée d'espace où disposer de nos déchets» (...) Notre économie est un construit social et à l'heure actuelle, elle ne travaille pas pour nous, nous travaillons pour elle. Nous n'avons pas de but et sans but, nous ne serons jamais satisfaits et nous ne saurons jamais quand assez est assez»

David Suzuki, «Economy needs a better goal than more», série *Science Matters*, 24 février 2006

Les «vrais» prix ne tiennent jamais compte des «externalités». Ils ne tiennent pas compte d'une grande partie des immenses dommages environnementaux. La destruction des ressources n'est pas soustraite du PIB. Les citoyens plutôt que les clients règlent l'addition car l'État doit réparer avec les deniers publics ce qui ne figure pas dans le prix. En fait, le meilleur moyen de gonfler le PIB est de défoncer les écosystèmes.

Michel Bernard, Chaire d'études socio-économiques de l'UQAM, *Le Taon dans la cité*, juin 2005

On va placer le GNL là où on veut parce que nous sommes dans une culture de dépendance au pétrole et au gaz. Les gens vont l'accepter parce que nous sommes intoxiqués. Tentez donc de raisonner un toxicomane.

Paul Watson, Science Club

C'est le temps ou jamais d'extraire les réserves pétrolières du sol (...) Pour le Canada, le potentiel est immense. La demande est là. Dans 50 ans, les formes d'énergie auront peut-être changé...

Réal Doucet, vice-président, Canadian Natural Resources Ltd, dans «Bienvenue en Alberta saoudite», *L'actualité*, 1 octobre 2006

La production continentale nord-américaine

Le seul terminal existant depuis 40 ans, celui d'Everett près de Boston, nous fait oublier qu'il existe un autre port méthanier, de liquéfaction celui-là pour le marché asiatique, celui de Nikiski à Kenai, à près de 100 km d'Anchorage. Depuis 1969, cette installation qui emploie 58 travailleurs achemine le gaz naturel de l'Alaska vers le Japon, la Corée du Sud et Taïwan. Deux méthaniers de 40 000 tonnes métriques font la navette entre les marchés cibles et le port. Les principaux clients sont Tepco et Tokyo Gas Ltd., qui alimentent entre autres Tokyo Electric Power (lequel ne tire que 6 % de son approvisionnement de Nikiski). Le Japon importe 58 millions de tonnes métriques par an, avec une prévision de 80 millions pour 2020.

Nikiski n'est pas un contresens dans un marché qui se dit en difficulté d'approvisionnement intérieur. Ce port a du sens en tant que plaque tournante dans le marché mondial. Les marchés le plus en croissance ont historiquement été ceux du Japon et de la Corée. Ils ont donc été les clients des fournisseurs américains eux-mêmes. Il ne faut donc pas se surprendre que les terminaux nord-américains s'inscrivent eux-mêmes comme noeuds dans un réseau d'échanges gaziers à l'échelle continentale. Leur fonction est au fond semblable à celle des pipelines, qui font l'échange de la marchandise gaz par leurs interconnexions. Chaque terminal d'Amérique du Nord est appelé à desservir un marché plus ou moins grand, plus ou moins défini selon l'évolution des besoins. Plus encore, chaque terminal est un *point d'entrée* sur le marché continental US pour un fournisseur étranger. Le Canada représente de ce point de vue une aubaine, puisqu'il offre actuellement des conditions plus favorables qu'aux États-Unis.

The Canaport LNG terminal can serve, and is proposing to serve, many of the existing markets as well as growth markets.

Phillip Ribbeck, directeur, LNG N-A Repsol, Texas. Source: *MarketWatch*, January 12, 2007

Repsol YPF, la grande entreprise espagnole de gaz naturel, s'implante avec Irving à St-John au Nouveau-Brunswick, avec le but de desservir les marchés de la Nouvelle-Angleterre dont possiblement celui de l'État de New-York. Irving alimentera aussi sa raffinerie et une de ses papeteries. Repsol se charge de l'approvisionnement par son réseau européen et pénètre dans le lucratif marché US en pleine croissance.

Les deux grands obstacles que l'industrie a à surmonter actuellement en Amérique sont la réglementation (plus favorable, moins bien développée au Canada pour le GNL) et les «problèmes de perception publique», dicit la Commission Trilatérale dans son rapport *North American Natural Gas Vision*, du North American Energy Working Group, January 2005. Ce rapport précise que la demande en électricité est le facteur déterminant de l'importation de GNL sur le sol américain (p. 92). «Une capacité additionnelle de pipelines (vers les USA) peut être nécessaire, étant donné particulièrement le potentiel pour des importations de GNL dans l'est du Canada» (p. 94).

Le Canada comme point d'entrée à l'importation US

Au-delà des dispositions de l'ALÉNA sur l'approvisionnement des États-Unis, il existe un accord implicite, tacite entre les deux classes économiques et politiques sur le sujet. Les grandes pétrolières canadiennes sont d'ailleurs propriété ou filiales des majors américains. Le Canada est appelé à jouer un rôle majeur en tant qu'allié des États-Unis, sur les plans politique, militaire, social et économique. Le secteur énergétique est en quelque sorte à la base de toutes les activités industrielles comme domestiques, et dans ce sens, il est le pivot central du fonctionnement du grand marché global d'échanges de l'Amérique du Nord. L'intégration du marché énergétique continental semble bien passer par une adjonction du Canada aux politiques américaines, spécialement en GNL, secteur névralgique par excellence.

Le Canada exportait en 2003 davantage de volume de gaz naturel vers les États-Unis que la Russie en exporte vers l'Europe de l'Ouest, soit 98,6 milliards de m³ contre 76,33 milliards (BP Statistical Review of World Energy, cité par Ludovic Mons, *Les enjeux de l'énergie*, Larousse, 2005). En septembre 2003, le secrétaire américain au Commerce Donald Evans déclarait qu'«il arrivera un jour où les États-Unis compteront sur la Russie pour leur fourniture en gaz naturel» (Sommet énergétique Russie-US, septembre 2003).

Le prochain pas que le Kremlin fera probablement est d'affirmer une relation proche avec le Canada et quelques pays du Moyen-Orient. Ceci rendra le bloc pétrolier russe encore plus fort.

Sonia Joshi. *Indiadaily.com*, 30 septembre 2006

L'Inde, l'Europe de l'Est, la Chine sont des pays déjà dépendants de la Russie, soulignait l'article du India Daily. L'accord qui lie Énergie Cacouna à Gazprom va en ce sens. Rabaska n'a pas encore finalisé ses accords de fourniture.

Rabaska, de l'avis de plusieurs personnalités au Québec, dont Mme Françoise Bertrand, présidente de la Fédération des Chambres de Commerce et le premier ministre Jean Charest lui-même, est destiné à l'exportation américaine. L'ancien président de la FERC, Patrick Wood III, en septembre 2004, ainsi que le gouverneur Donald Carcieri du Rhode-Island, en août 2005, ont ouvertement exprimé le voeu que des terminaux canadiens et québécois voient le jour pour soulager la pression (énergétique et sociale) en Nouvelle-Angleterre. Tout projet de ce type s'inscrit nécessairement dans un réseau de distribution et d'échange à échelle continentale. Un pipeline est prévu pour relier l'installation à celle de Cacouna et au marché montréalais, d'où partent des raccords avec l'Ontario et l'État de New York.

La lecture du rapport d'Energy and Environmental Analysis fait pour Rabaska en novembre 2005 (*Répercussion des importations de GNL sur les marchés québécois et ontariens du gaz naturel*, Bruce Henning et Michael Sloan) fournit des indices de cet état des lieux.

EEA est d'avis qu'il y aura en Amérique du Nord une demande suffisante pour justifier l'apport du GNL de Rabaska dans un autre point du marché nord-américain si l'installation n'est pas construite (...)

EEA, rapport, p. 3

L'option de substitution à Rabaska, dans cette perspective, serait le golfe du Mexique (bien que plus éloigné et de ce fait, moins rentable, selon Didier Holleaux de GDF, parlant en Algérie des débouchés futurs de Sonatrach lors du lancement du *Provalys* dans *Le Monde*, 27 novembre 2006).

La conversion du résidentiel au gaz et la promotion de ce combustible auprès des constructeurs et des acheteurs de maisons s'inscrit dans cet effort de conquête du marché continental. Le marché US, comme celui de l'Ontario et d'autres provinces, compte une majorité de résidences au gaz naturel. Le modèle du gaz naturel domestique doit donc faire école pour que le marché du gaz puisse profiter de l'élan immobilier et s'harmoniser au modèle de croissance américain général.

EEA estime que la hausse de consommation du secteur résidentiel et commercial exigera le développement de nouvelles sources d'approvisionnement pour les marchés ontarien et québécois, ainsi que l'ensemble du marché nord-américain.

EEA, rapport, p. 4

L'effet Rabaska est analysé dans ce rapport en tant que rouage dans le grand mécanisme de l'offre et de la demande nord-américaine. Le marché US ne peut échapper aux bénéfices escomptés et c'est le plus indirectement possible que le rapport en fait mention. Ainsi, Rabaska libérera une capacité supplémentaire «pour d'autres clients tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Ontario et du Québec» (p. 7).

Une fois le gaz naturel commercialisé et vendu, il est incorporé au véhicule de transport qu'est le pipeline. Le système continental de pipelines transporte indifféremment la

marchandise-gaz d'où qu'elle vienne. Portland Natural Gas Transmission System (PNGTS, qui appartient à Gaz Métro et une autre entreprise du gaz) transporte le gaz naturel vers le New Hampshire et le Maine, pour alimenter des centrales électriques entre autres. Il représente une option de transport supplémentaire vers Boston.

Le GNL de Rabaska réduira les risques de perturbation des gazoducs(...) En particulier, [il fera] augmenter la fiabilité du réseau électrique ontarien.

Idem. p. 7

Un terminal méthanier permet fondamentalement d'augmenter des capacités d'entreposage pour la gestion des fluctuations des stocks de gaz.

Le «scénario GNL de Rabaska» prend pour hypothèse une expansion des capacités d'entreposage qui desservira le marché américain pour une bonne part mais dont une part substantielle répondra aux besoins du Québec et de l'Ontario.

Idem, p. 20

Rabaska fournirait 13 % des besoins totaux du Québec et de l'Ontario en 2010 et 11 % en 2025, afin de «répondre à la demande» (p. 24), 9 % de la consommation totale du Québec et de l'Ontario en hiver et 18 % en été (p. 97). Mais bien que ces deux provinces soient situées «au bout du réseau, dans un marché où la capacité de transport est restreinte» (p. 26), il reste que la majeure partie du gaz naturel sera encore acheminée par pipeline, si on en croit ces prévisions. EEA croit aussi que les prix resteront relativement élevés et volatils dans le marché nord-américain et elle s'attend à ce que cette situation se maintienne encore longtemps (p. 26). C'est pourquoi on peut se permettre d'en conclure que l'industrie veut consolider l'investissement dans le GNL en alimentant le plus large marché possible, ceux qui sont le plus avantageux et en ouvrant également de nouveaux débouchés, comme le marché résidentiel.

«Plus de 70 % de la demande supplémentaire de gaz naturel, de 2004 à 2025, viendra du secteur de la production électrique» (idem, p. 31). Ce marché est essentiellement celui de la Nouvelle-Angleterre. Entre 1998 et 2004, plus de 200 GW de production électrique au gaz naturel se sont ajoutés au Canada et aux États-Unis (idem). En Californie par exemple, selon Reuters (18 août 2006), la production électrique est dépendante du gaz naturel à 50 %. De plus, les usines de co-génération américaines ne

seraient exploitées qu'à 10 ou 20 % de leur capacité, les autres sources étant d'abord exploitées avant de faire appel au gaz (p. 33).

Tous les acheteurs nord-américains profiteront de la réduction des prix du gaz naturel en Amérique du Nord attribuable à Rabaska.

EEA, rapport, p. 90

Les importations supplémentaires de GNL au Québec pourraient aussi améliorer la fiabilité du gaz et de l'électricité en Ontario et dans l'Est des États-Unis. Rabaska fournirait suffisamment de gaz pour alimenter des centrales au gaz d'une puissance de 5 000 MW sur une base annuelle (...)

Idem, p. 97

La Commission Trilatérale, dans son rapport déjà cité, notait que «le gaz regazéifié des importations canadiennes de GNL viserait les marchés domestiques canadiens aussi bien que les clients américains à l'exportation» (chapitre «Pipeline Trade to the U.S.»). Le même discours ambigu est donc repris par tous les intervenants dans le domaine.

Enfin, Rabaska «pourrait réduire le besoin en infrastructures supplémentaires de transport longue distance» (rapport EEA, p. 99), laissant entendre que le besoin en pipelines additionnels ou à capacité augmentée existe et sera comblé de toute façon. Là encore, la Trilatérale écrivait : «Une addition à la capacité existante du réseau Canada – US de pipelines peut être nécessaire, étant donné en particulier le potentiel pour des importations de GNL vers l'est du Canada et la production off-shore accrue dans cette région».

Les excédents de pétrole brut et de gaz naturels représentaient 56 % de la balance commerciale du Canada en 2004, selon Jim Hughes, directeur de l'analyse énergétique au secteur Planification générale de l'Impériale (Russell Felton, «L'avenir vu par un pays riche en pétrole», *Revue de l'Impériale*, no. 2, 2005). Le plus grand investisseur privé au pays est l'industrie du pétrole et du gaz naturel. Le Canada est le troisième producteur de gaz naturel au monde et le neuvième de pétrole selon l'Impériale. Plus de la moitié de gaz naturel canadien servira bientôt à extraire les sables bitumineux de l'Alberta, source de la manne canadienne en énergie. Ce serait une quantité suffisante pour chauffer tous les foyers canadiens. En même temps, le Canada est le seul pays du G8, sinon de l'Occident, à ne pas avoir de programme énergétique national... (David Suzuki, *The Nature of Things*, CBC, «When Less is More?», 13 août 2006).

Rabaska se propose d'être le point de départ, la porte d'entrée d'une denrée appelée à jouer un rôle majeur en Amérique du Nord, mais aussi partout dans le monde.

M. Glenn Kelly, Commission de l'économie et du Travail, 9 mars 2005, consultation générale sur le secteur énergétique au Québec.

800 \$ millions pour 70 emplois directs annoncés... et un quartier acheté. «Il doit y avoir une erreur !»

Par ses offres d'achat alléchantes (mais pas nécessairement à l'avantage des propriétaires), dans un diamètre total de 5 km, le promoteur a signifié une intention de créer une zone industrielle ou tampon autour de son projet. Le plus fort argument, celui qui fait l'assentiment tacite, est celui des retombées économiques. Sur ce point, il faut lire l'étude de l'Institut nord-américain de recherche en tourisme (INART) sur le secteur Ville-Guay ainsi que son mémoire aux présentes audiences et se demander, encore une fois, quel est le prix à payer pour l'impact du projet et le signal qu'il donne à la transformation du secteur.

Pas plus que 50 à 70 emplois permanents seront créés à l'installation Rabaska une fois en opération. Comme le disait le conseiller Gilles Lehouillier de Lévis en 2005, avant qu'il ne change d'idée sur Rabaska (voir mon mémoire sur l'aspect social), «C'est sûr que pendant les travaux, ça peut créer bien de l'emploi. À terme par contre, on se retrouve avec 50-60 emplois, des réservoirs à vie et de la tuyauterie dans une zone que nous, actuellement, on prévoit à des fins récréo-touristiques». (Radio-Canada, 24 janvier 2005).

Avec ce qu'on appelle la philosophie néo-libérale, celle qui guide la plupart des gouvernements et des entreprises en Occident à l'heure actuelle, la création d'emplois est devenue un prétexte fourre-tout. La création d'emploi devient ainsi synonyme de création de richesse, sous toutes ses formes. Lorsqu'il y a perte d'emplois, sous forme de licenciements brutaux ou de «rationalisation» en grande entreprise, on ne parle pas de diminution de richesse... Pour la grande corporation, l'emploi est un *moyen*, non une fin. Dans un monde précaire, l'emploi créé devient une promesse et très souvent une fausse promesse. Il faut aller voir plus loin que ces discours.

La construction d'un port méthanier créera quelques centaines d'emplois à plein temps de construction à plein temps pour une période à court terme et seulement quelques douzaines à long terme, des postes fortement spécialisés. La plupart des autres emplois associés au GNL sont situés à l'étranger, là où le gaz est extrait de la terre. Par contre, aux États-Unis, on observe que l'énergie renouvelable crée beaucoup plus d'emplois permanents. Selon une étude de 2002 réalisée par Cal-PIRG (Public Interest Research Group), l'industrie éolienne fournit sept fois plus d'emplois domestiques que l'industrie de gaz par mégawatt produit; les technologies solaires deux fois autant; enfin la production d'énergie géothermique en génère 11 fois plus. (traduction libre de «Myth: Developing LNG will create jobs»)

Source : **Ratepayers for Affordable, Clean Energy**,
<http://www.pacificenvironment.org/> (sur le site de l'APPEL)

La construction d'un terminal méthanier se fait par des entreprises spécialisées. Citons quelques exemples : Bechtel, qui a construit les complexes de la Baie James dans les années 70, la québécoise SNC-Lavalin, qui oeuvre partout dans le monde, Entrepouse Contracting, une firme française qui se présente comme un « entrepreneur international de projets clés en main dans l'énergie », qui conçoit et construit des réservoirs de stockage de GNL, dit avoir comme un de ses 4 grands types de clients, des « compagnies indépendantes le plus souvent basées au Texas et au Canada ».

Pour nous, l'emploi est un emploi durable, lié au milieu et en accord avec celui-ci. C'est un emploi qui profite au milieu. C'est un emploi qui profite à l'industrie locale, aux commerces locaux, aux PME, au tourisme, et ce, de manière beaucoup plus rationnelle. Et durable en plus !

À Fribourg en Allemagne, la population a rejeté la construction d'une centrale nucléaire. Elle a choisi de développer l'énergie solaire. Une PME a vu le jour et 150 emplois ont été créés. Le pays a créé de 15 000 à 20 000 emplois dans ce domaine du futur.

«Questions à la une : à qui profite la flambée des prix du pétrole ?», RTBF, sur TV5, 16 janvier 2006

Les ressources hautement qualifiées auxquelles les entreprises font appel pour la réalisation de ces chantiers, proviendraient pour l'essentiel des USA. Elles font partie d'équipes extrêmement mobiles et ne partagent surtout pas leur savoir.

Pierre-Paul Sénéchal, ex-conseiller socio-économique, Gouvernement du Québec et membre du GIRAM (site de l'APPEL)

Gaz de France à la rescousse d'une Amérique en «crise» énergétique

L'enjeu nord-américain de Gaz de France ou la variable cachée de Rabaska

Ou quand des actionnaires ont le pouvoir de déloger un quartier d'une ville lointaine dans les arpens de neige de Voltaire pour l'intérêt général

Depuis sa privatisation partielle, Gaz de France a un besoin de capitaux accru et doit pour cela commencer à étendre son marché hors des frontières de l'Hexagone. Son chiffre d'affaires a progressé de 32 % en 2006 par rapport à 2005 et les ventes hors France ont augmenté de 63 %, pour représenter 43 % du chiffre d'affaires total. La branche transport et distribution internationale a progressé de 92 % (*Les Échos*, 15 novembre 2006, p. 28). Son activité sur les marchés au comptant («spot») américains est déjà fort lucrative. Gaz de France alimente ainsi des terminaux en Louisiane et celui de Distrigaz à Everett en banlieue de Boston, Distrigaz étant maintenant intégré à Gaz de France-Suez via sa filiale Tractebel. Depuis la fin 2005, il est l'un des principaux fournisseurs du marché spot américain. De l'aveu même de son directeur délégué aux activités GNL, Didier Holleaux, Gaz de France «se tient prête à saisir les opportunités» (1). «Le Canada étant connecté au marché américain, ce projet donnera à Gaz de France une présence sur le marché nord-américain». Cependant, Gaz de France ne s'engage pas tant qu'il ne sera pas certain, grâce à ses partenaires locaux, de «pouvoir écouler le GNL aux clients finaux».

Gaz Métro a 164 000 clients au Québec et 37 000 au Vermont, où il est le distributeur unique de gaz naturel (Vermont Gas System). Il est une filiale de Gaz de France à 17 %. Enbridge a 1,7 million de clients, surtout en Ontario. Gaz de France en possède 13,7 millions (dont 11 millions en France) et est un des plus gros acheteurs mondiaux de GNL. GDF se présente comme un groupe énergétique intégré, jouant un rôle majeur dans l'ensemble de la chaîne gazière en France. À lui seul, Gaz de France a un chiffre d'affaires de beaucoup supérieur au PIB du Québec. Son bénéfice net pour 2006 se monte à 2,2 milliards d'euros (*Les Échos*, idem). Son chiffre d'affaires est de 22,4 milliards d'euros en 2006, contre 40,7 milliards pour son concurrent Suez (communiqué Suez-GDF, 27 février 2006). Comme condition à son projet de fusion avec Suez, GDF a augmenté ses tarifs domestiques de 12 % en novembre 2005 et de 5,8 % en mai 2006. L'État a retardé la prochaine augmentation au 1^{er} juillet 2007, si la fusion se réalise à cette date (boursier.com, 15 juin 2006).

Au conseil d'administration de Gaz Métro siègent des cadres supérieurs de Gaz de France : Didier Holleaux, Joël Nicolas, chef de mission à l'international, Emmanuel Hedge, directeur aux investissements et acquisitions. Philippe Hochart, délégué général GDF pour l'Amérique du Nord, y a déjà occupé un siège. GDF a eu une participation dans la co-génération avec Hydro-Québec via leur division commune Meg International et a collaboré avec SOQUIP dans l'ingénierie de stockage du gaz (site Internet de GDF consulté en 1999). GDF refond son organigramme administratif pour se préparer à une fusion attendue avec Suez (bien que contestée parce que contraire à la Constitution de 1946 qui exige de GDF un mandat de service public de base).

La France est le 5^e importateur mondial de GNL, après le Japon, la Corée du Sud, l'Espagne et les États-Unis. GDF reçoit actuellement 28 % de son approvisionnement de l'Égypte (Agence Bloomberg, 15 mars 2006). La France réexporte aussi du GNL vers les autres pays européens. Des pays autrefois auto-suffisants en pétrole comme la Grande-Bretagne sont en voie de se convertir en importateurs majeurs de GNL. L'Allemagne est également du nombre, l'Allemagne dont l'éolien et l'efficacité énergétique sont les marques de commerce.

En Amérique du Nord, la filiale Suez Energy North America préparait entre autres un projet de pipeline aux Bahamas, avec une installation de AES Corporation, Calypso, pour desservir la Floride. Cette dernière a exprimé son interdiction de ports méthaniers sur ses côtes, désirant protéger son industrie touristique et l'environnement qui la fait vivre.

GDF envisageait au printemps 2006 une prise de participation de 8 à 10 % avec Total dans un des blocs de South Pars, un des plus grands gisements gaziers au monde situé en Iran. Depuis la fusion avec Suez, ce dernier profite de la stabilité des contrats à long terme de GDF. La nouvelle entité pourrait être tentée par la rentabilité du marché US aux dépens de la sécurité énergétique de l'Europe.

GDF compte sur la Norvège et sur l'Algérie pour sécuriser ses approvisionnements. Elle compte sur l'Égypte pour 28 % de ses approvisionnements, via le nouveau terminal d'Idku près d'Alexandrie (Bloomberg, 15 mars 2006). Mais elle achète 90 % de son gaz naturel. Elle est une gazière sans réserves de gaz. Le deuxième problème pour GDF, selon Jean-François Cirelli, son pdg, réside dans la concentration des réserves, qui est plus importante que dans le pétrole (contrairement à ce qu'on clamait au début des années 90, où on croyait en la décentralisation des réserves de gaz mondiales; aujourd'hui, la Russie, dit Cirelli, a 30 % des réserves, l'Iran et l'Irak, 15 % chacun). Une éventuelle fusion avec Suez augmenterait selon lui le pouvoir de négociation de GDF pour cet approvisionnement. (*Le Nouvel Observateur*, 7 septembre 2006).

Depuis son ouverture au capital, GDF a pour mandat de fournir des services communs avec Électricité de France (EDF). Dans la politiques de diversification de ses actifs gaziers, elle possède trois centrales de co-génération en Europe et participe à la mise en

service de deux autres (à cycle combiné), soit celle de Montoir et de Fos-sur-Mer, deux sites où GDF a des ports méthaniers. À Fos, GDF procède à l'agrandissement de son installation sur la presqu'île du Cavaou, conjointement avec Total.

La réalité énergétique américaine, un atout pour la croissance de GDF

Le GNL est un marché en pleine croissance : on parle de 65 milliards de dollars d'ici à 2012. Les importations américaines dans la même période seront en hausse de 25 % selon les scénarios de l'industrie et des agences gouvernementales. L'EIA (Energy Information Administration américaine) prévoit un doublement des importations de GNL d'ici à 2030. À elles seules, les nouvelles usines US de génération électrique vont faire augmenter la demande de GNL de 80 % (2). De régional qu'il était, le marché du GNL est en voie de se mondialiser, surtout depuis la déréglementation du début des années 90 (qui a donné l'impulsion aux projets méthaniers). Comme les carrefours («hubs») actuels aux États-Unis, l'industrie veut un réseau global liant acheteurs et vendeurs en tout lieu et partout et en ce sens, des méga-projets de pipelines, véritables casse-tête politiques et pour l'environnement, sont justifiés (projet de l'Alaska, Nabucco en Iran, projet nord-européen) (3). Il s'agit bien d'imposer le modèle corporatif américain au monde entier en ce qui a trait à son approvisionnement énergétique.

L'efficacité énergétique est en fait une réalité énergétique mesurable et importante en Amérique du Nord, tout comme en Europe. Le réputé physicien, écologiste et conseiller gouvernemental Amory Lovins a établi que de 1975 à 2000, elle équivalait à 1,65 fois l'utilisation totale du pétrole, à 2,8 fois les importations nettes de pétrole ou 11,6 fois celles du Golfe. L'EE est la «source» énergétique dont la croissance est la plus rapide, à part le solaire, l'éolien et les bio-carburants (4). Voilà la réalité américaine. En termes plus simples, l'industrie pétro-chimique doit injecter constamment de nouveaux produits et besoins dans le système pour continuer la dépendance à son égard, et donc le gaspillage et la pollution (d'où l'aversion des gouvernements néo-conservateurs envers Kyoto). La demande créée est artificielle, elle ne correspond à rien de tangible, elle devient la «demande» comme idéologie de marché et entre dans les prédictions des agences et organismes officiels comme un chantage à l'acceptation de l'absurde. Comme le conclut brillamment Lovins, «l'industrie pétrolière accuse une baisse de ses sources, possède des réserves défaillantes, subit des coûts sans cesse en augmentation, alors que l'industrie de l'efficacité énergétique a des réserves en expansion, une production en hausse et des coûts en chute libre». En tout état de cause, selon Lovins, avant même de procéder à des choix politiques en énergie, il y a lieu de reconstruire la prévision énergétique sur la base des relations de cause à effet plutôt que sur des correspondances ou des corrélations, ce qui veut dire repenser la manière dont on se sert de notre énergie et penser aussi à son impact environnemental et social. On doit réduire le «gâchis énergétique» qui représente une part considérable de notre production.

La réalité énergétique québécoise

Le milieu politique et le public québécois en général, ainsi que les analystes avisés de la question énergétique, doutent du bien-fondé des raisons invoquées par le consortium pour justifier la nécessité du terminal Rabaska. Les groupes environnementaux comme Équiterre (qui fait la promotion du commerce équitable), Nature-Québec et Greenpeace réclament un examen sérieux de la stratégie québécoise en matière de planification de la production énergétique et du GNL, laquelle, pour l'heure, est inexistante. On assiste plutôt, comme c'est le cas dans l'éolien, à une carte blanche donnée au secteur privé et à un développement désordonné qui n'est pas sans provoquer des frictions sociales de toutes sortes. L'insuffisance du BAPE (Bureau d'audiences publiques en environnement) est largement et de plus en plus profitable aux promoteurs privés, voire au gouvernement lui-même; le BAPE est d'abord une commission qui agit comme un tribunal examinant des projets individuels et qui ne dispose que d'un pouvoir de recommandation. Une commission compte en général trois commissaires ad hoc nommés par le gouvernement (la FERC américaine, la Commission fédérale de réglementation énergétique, n'en compte que 4, permanents). Ce n'est pas une commission d'analyse par des experts, comme le prétendent les autorités politiques, la Ville de Lévis et comme le croit le public.

GDF a des projets avoués pour le Québec, selon Didier Holleaux, directeur de la division GNL. «GDF fait du Québec sa tête de pont», dit-il («Les desseins de Didier Holleaux», *La Tribune*, 13 février 2006). Le Québec et l'Ontario représenteraient les 2/3 du marché français en Amérique, soutient-il. GDF achètera près de 40 % de la production de Rabaska, pour la revendre évidemment au marché le plus lucratif.

L'offensive gazière n'est pas fortuite : le Québec est en voie de devenir un leader dans l'éolien, qui a toutes les potentialités d'un nouveau fer de lance pour l'industrie et le savoir-faire. Même Gaz Métro place des pions dans le secteur, avec Cartier Énergie Éolienne entre autres. Ici comme en Amérique et en Europe, il est clair que la concurrence entre les options énergétiques favorise les joueurs les plus forts; l'industrie du gaz naturel est une extension de la pétrolière et en ce sens, elle jouit encore d'un monopole qu'elle tient jalousement à conserver, malgré des difficultés internes qu'on commence à cerner : coûts environnementaux, sociaux et d'opération soumis aux aléas du climat et de la volatilité des prix et du marché.

La navigation : un problème majeur sur le St-Laurent

GDF a fait construire ses méthaniers pour le projet Snohvit («Blanche-Neige») en Norvège. Elle pourra donc les utiliser ou faire appel à la technologie développée et éprouvée pour ses transports au Québec. Je rappellerai ici l'essentiel de la problématique sur ce point, que d'autres mémoires traiteront en détail.

La navigation sur le St-Laurent, depuis l'époque de la Nouvelle-France, est semée d'embûches. Malgré la compétence des pilotes, qui prennent en charge les navires depuis le poste des Escoumins, à 220 km de Québec, les risques sont nombreux (hauts fonds, vents, vagues, brouillards, courants marins) et multipliés pour un cargo transporteur de GNL. Les accidents et incidents sont aussi en nombre significatif depuis les 15 dernières années. La route dite du chenal Nord suit de près la rive nord du fleuve et de l'île d'Orléans. Un retournement de ces navires, connus pour leur faible maniabilité, face à l'île ou à sa pointe ouest, serait une première dans l'histoire de la navigation maritime au Québec et semble relever d'un pari propre à ceux que l'industrie est prête à prendre dans ses propositions les plus insensées.

Il y a aussi un autre projet au Saguenay qui peut bien faire partie d'une tactique de mise en concurrence des communautés les unes contre les autres pour l'obtention de la manne fiscale et monétaire en jeu. Notons que le projet dit de Grande-Anse, s'il vient à se trouver des partenaires financiers et industriels, se propose ouvertement d'exporter sa production aux États-Unis. La navigation de méthaniers sur le Saguenay est loin d'être acquise.

Le BAPE n'examinera pas à fond l'aspect maritime, le plus crucial peut-être, qui fera l'objet d'un rapport fédéral indépendant plus tard. On doit cependant être conscient que le fleuve entier est menacé par les projets méthaniers, dont Rabaska est loin d'être le premier. De plus, une volonté d'Hydro-Québec de procéder à l'exploration pétrolière et gazière du golfe et du fleuve a été exprimée dès novembre 2002, sous un gouvernement du Parti Québécois, puis reconfirmée par le gouvernement Charest en mai 2006 dans la formulation de sa Politique énergétique. Entretemps, l'État fédéral a modifié sa Loi de l'évaluation environnementale en novembre 2005 pour répondre aux attentes de l'industrie (voir le site www.baleinesendirect.net, section «Dossier de l'heure»).

Promesses d'un côté, non respect des procédures judiciaires de l'autre

Les dangers inhérents à la technologie de la cryogénie énergétique sont évidents et constituent sa pierre d'achoppement majeure : le président de Gazprom, Alexeï Miller, a lancé un avertissement à la communauté réunie à la 23^e Conférence mondiale du gaz à Amsterdam en juin 2006 : «Les analyses montrent que les technologies courantes manquent de fiabilité».(5) Au vu des accidents qui se sont produits à Skikda, à Aqaba et à Ghislenghien en Belgique récemment, ainsi que des nombreux incidents répertoriés, et avec l'augmentation en flèche des installations, il y a lieu de prendre cette affirmation au sérieux.

Dans le site choisi, Rabaska représente un risque de danger unique : le site est tout près d'habitations, d'écoles et de familles, et le quai se situe au bout d'une jetée dans le chenal maritime d'un goulot étroit du fleuve, face à l'île d'Orléans, l'île de Félix le poète, classée bien culturel par l'État québécois en 1972 (6). C'est un peu comme si l'État français autorisait la construction d'un terminal industriel lourd face au mont St-Michel... Le site Rabaska se situe à quelques kilomètres en aval du Vieux-Québec, site du Patrimoine mondial de l'UNESCO. À 1400 km de la mer, il ne répond pas aux recommandations minimales du comité SIGTTO qui régit les opérateurs du transport maritime mondial de cargo liquide et de terminaux et qui prescrit un lieu ouvert sur le large pour éviter tout risque de collision.

En France même, Gaz de France veut procéder à l'agrandissement de ses installations de Fos-sur-Mer en construisant deux réservoirs près de la plage du Cavaou. Les villes voisines, jusque là confortées par leur éloignement aux équipements, refusent cette invasion dans leur milieu de vie. Gaz de France ne respecte plus la distance de 5 km établie avec ces villes. À Lévis, cette distance peut être par endroits de 500 m... Comme à Fos, Gaz de France fait face au Québec à des litiges juridiques et réglementaires, mais comme ce ne sont, selon elle, que des obstacles temporaires, elle a décidé de passer outre, sachant qu'un état de fait sera imposé à terme et fera en quelque sorte sa propre loi. Tous ces précédents concernant la sécurité et les litiges judiciaires devraient nous faire réfléchir quant aux promesses que l'on a de l'initiateur actuellement.

Par ailleurs, Gaz de France se vante, par les objectifs de sa Fondation d'entreprise en environnement, de «favoriser les milieux de vie sains et d'apporter sa contribution au développement local». Elle participe entre autres à la Journée des plantes et à Emmaüs France, ainsi qu'à moult projets culturels et communautaires. L'aide au récréo-tourisme et aux victimes de catastrophes naturelles figure aussi au menu de ses activités caritatives. Or, au point de vue environnemental, le Canada se situe au 28^e rang sur 29 dans sa performance en efficacité énergétique, et au 2^e rang mondial des pollueurs

selon l'OCDE (7). GDF se prépare, avec ses deux partenaires, à réinjecter 146 000 tonnes de GES localement, en plus de ce qui n'a pas été encore comptabilisé.

Il est donc paradoxal qu'une rencontre secrète des dirigeants pétroliers canadiens et américains tenue à Houston en janvier 2006 (avec le parrainage de Ressources naturelles Canada) recommande de quintupler la production ultra-polluante des sables bitumineux, dans le moins de temps possible et en aplanissant les obstacles réglementaires, qui sont devenus l'obsession et la bête noire de l'industrie US. (Radio-Canada, 17 janvier 2007). Pour ce faire, il faudra beaucoup de gaz naturel... et de GNL. Et le moins de contestation possible. En cela, le Québec a une bonne longueur d'avance...

La contestation par les populations américaines

Un promoteur comme Gaz de France a raison de rechercher une alliance comme celle qu'il a trouvée avec Gaz Métro (distributeur) et Enbridge (transporteur). En outre, les conditions socio-économiques sont plus favorables au Québec que partout ailleurs en Amérique actuellement.

Aux États-Unis, une lutte acharnée a lieu face aux «projets» d'implantation de terminaux de GNL. À Baltimore, par exemple, on veut interdire tout terminal à moins de 8 km des habitations. Le Conseil municipal de Philadelphie a interdit tout terminal dans les limites de sa ville après une tentative en ce sens. Les promoteurs répètent inlassablement la même rengaine à propos de la sécurité : «Il n'y a pas eu d'accident sur un navire de GNL ayant occasionné un décès, point à la ligne», martèle Kent Morton, directeur de projet pour AES Corporation de Arlington (Virginie), la même entreprise qui veut construire un nouveau port méthanier sur le territoire d'un parc national face à Boston afin de remplacer celui de Distrigas, qui est répudié par le maire Thomas Menino qui le juge dangereux (et avec raison, toute cargaison par méthanier étant escortée militairement, les ponts fermés, le trafic aérien interrompu, les rives surveillés avec ordre de tirer sur toute embarcation pénétrant dans les zones d'exclusion autour du navire...). Pour comparaison, un méthanier moyen transporte assez de combustible pour alimenter en électricité 10 millions de foyers pour un jour (8) ou équivaut en énergie pure (kilotonnes de TNT) à 55 bombes A de type Hiroshima (9).

Au Delaware, l'État demande au pouvoir fédéral de reconsidérer sa décision d'autoriser un terminal de BP à Crown Landing, sur les rives de la Delaware. BP considère ces délais comme normaux dans le processus de demande d'autorisation, elle banalise les faits en niant qu'elle viole le Clean Air Act et le Coastal Zone Management Act, comme l'État le prétend. Le Delaware est en lutte judiciaire contre l'État voisin du New-Jersey dans ce dossier, la jetée de 580 mètres prévue empiétant sur la frontière avec l'État du

Delaware... Le New-Jersey veut défendre son droit de «développer» son côté de la rivière...

À Fall River, au Massachusetts, dans la baie de Passamaquoddy à la frontière du Maine et du Nouveau-Brunswick, dans les bourgs de la baie de Long Island entre les États de New-York et du New-Jersey, à Long Beach près de Los Angeles, à Astoria et sur plus de 60 km de la rivière Columbia dans l'État d'Orégon (5 sites visés), c'est la même lutte contre un nouvel envahisseur corporatif des temps modernes, qui partout exige des politiques gouvernementales «saines» et sûres, et un assouplissement des règles d'approbation ainsi que leur accélération. Partout, on invoque l'augmentation des prix de l'électricité et du chauffage si les terminaux ne sont pas construits sur la côte Est (10). Rappelons une autre fois que la majorité de la production électrique se fait par des générateurs au gaz naturel dans l'Est américain. En été, c'est l'explosion de l'utilisation des climatiseurs qui fait sauter la demande, et en électricité et en gaz naturel.

La sécurité énergétique et le sacrifice nécessaire

Tous les efforts qui sont consentis se font au nom d'une sécurité énergétique plus fictive que réelle. La notion de sécurité est interprétée avec un biais militaire, favorisant ainsi des solutions unilatérales et qui profitent aux intérêts corporatifs dominants. «La véritable sécurité énergétique, écrit Lovins, exige, entre autres, une utilisation efficace de sources graduellement renouvelables, diversifiées et dispersées. Ces sources s'avèrent être finalement les meilleurs achats et sont gagnantes sur le marché où on leur permet d'être compétitives». (Lovins, 2003).

Une sorte de logique de guerre préside aux débats et aux propositions de l'industrie. Il s'agit d'intérioriser la soi-disant menace de pénurie énergétique, mascotte des discours du gouvernement et de l'industrie américaine. Ainsi, la sécurité énergétique devient une sorte de chantage. Au Québec, le gouvernement Charest fait de la «génération de richesse» le pendant de cet objet de chantage : la production électrique d'Hydro-Québec sera vendue ou non aux États-Unis «selon nos intérêts», celle du GNL également (cf. la déclaration du 4 mai 2006 de M. Charest). Lorsque MM. Stephen Harper et Poutine ont signé un accord d'approvisionnement en GNL avec la toute-puissante Gazprom (pour Pétro-Canada et le terminal de Cacouna), le premier ministre canadien a invoqué la sécurité énergétique canadienne. Harper veut également faire du Canada un «joueur énergétique majeur», tel que souhaité au récent Sommet du G8 en juillet 2006, s'inspirant en cela de l'instrumentalisation de Gazprom par M. Poutine.

L'industrie souligne la nécessité de politiques gouvernementales arrimées et sûres afin de promouvoir le marché du gaz et du GNL. La Chine et l'Inde sont deux nouveaux gigantesques marchés qui évoluent dans la foulée des politiques occidentales et encouragent l'utilisation du gaz naturel. Paradoxalement, ces deux pays sont les plus

prometteurs en termes d'énergie renouvelable. Dans ces deux cas, on constate la lutte à finir entre l'industrie des énergies fossiles et l'industrie émergente de l'énergie vraiment propre, mais hors des circuits corporatifs traditionnels.

Les populations, elles, n'ont qu'à se taire et à se sacrifier au nom de cette sécurité qui est confondue avec le bien commun. Elles sont littéralement victimes d'un lessivage de cerveau. Lorsque le néo-libéralisme devient religion, une espèce d'idôlatry s'installe et le système de marché «tend à se substituer à tout autre critère d'évaluation et à se transformer en une dynamique opératoire aveugle (...) qui s'infiltrer partout et jusqu'au coeur de nos perceptions pour en effacer les points de référence» (11). Le modèle économique néo-libéral prend alors forme d'utopie, le marché devenant, à force de marketing et de publicité, la réalité idéale. On reconnaît là le discours que le public se fait servir, quotidiennement, par la modélisation de ses nouvelles, par les grands titres et les manchettes des médias, qui finissent par faire de l'économie, une affaire pourtant simple, un imaginaire collectif. Un simple mot, «développement», «emploi», «création de richesse» et un coup de baguette magique est donné, sans autre besoin d'explication ou de parole. On sait tous bien qu'un mensonge, à force d'être répété et martelé, devient vérité.

Ce langage magique ou imaginaire permet à la Chambre de commerce locale d'affirmer que «les avantages escomptés [taxes municipales, retombées monétaires, engagements par protocole du promoteur, valeur de l'investissement, etc.] justifient les inconvénients anticipés» (Mémoire soumis à la Ville de Lévis, 4 mai 2006). Pendant que la désertification industrielle lourde guette ce qui fait la richesse de ce milieu, les promesses de consolation monétaire pleuvent.

Le sacrifice des victimes est nécessaire pour la société, mieux, elles sont coupables de leur insatisfaction, coupables (émotives) de s'attacher à leur milieu de vie, à leur demeure, souvent ancestrale dans ce quartier champêtre et chargé d'histoire. Comme à Mirabel (l'aéroport de Montréal qui a nécessité l'expropriation de tout un village et qui est aujourd'hui fermé), comme au parc national canadien de Forillon en Gaspésie (où des expropriés ont brûlé eux-mêmes leur maison dans le cadre de leur nouvel emploi), le néo-libéralisme se fait plus ouvertement cynique en intériorisant ses paramètres dans les mentalités et les attitudes. Ses opposants sont assimilés aux forces du chaos, ou bien culpabilisés psychologiquement ou intellectuellement. Le simple fait de penser à des choix autres, à des possibilités autres, est discrédité; il est illogique. C'est ce qu'on peut appeler l'absolutisation de la marchandise (et de la corporation industrielle comme système total). Cette pensée transforme les gens en «quêteurs» (mendiants) d'emplois, de richesse, de retombées financières de grands «projets» concentrationnaires et nuisibles... Le sacrifice des perdants est essentiel au Progrès et ces derniers n'ont pas à «punir les consommateurs US» (dixit un représentant de l'industrie en Orégon). «Le système de marché est potentiellement destructeur du sujet humain, du sujet de droits (citoyen), en le réduisant à un sujet de marché» (12). Les récentes lois imposées par le gouvernement québécois s'inscrivent tout à fait dans cette logique. Les mécanismes du

marché deviennent sacralisés et l'éthique plie et tend à disparaître, ne trouvant plus sa raison d'être.

Lorsqu'on parle de religion, le Québec a une longue tradition de cléricisation de la politique : le régime Duplessis a encore des résonances. On abuse désormais de l'économie comme on abusait de la religion. Les bénédictions «économiques» apportées par des méga-projets cautionnent l'admiration de type religieux inculquée par la classe politique et la grande presse. Lesquelles ont davantage tendance à voir dans la philosophie environnementale celle nouvelle religiosité qu'ils se font si ardents à «débusquer» pour se trouver un bouc émissaire.

Les autorités réglementaires et économiques soutiennent quand même qu'ils respectent la volonté des gens, comme Rabaska l'a répété à maintes reprises, comme le ministre Jean-Marc Fournier l'avait dit en octobre 2004, comme la commissaire Nora Brownell, de la FERC l'a affirmé : «Aucun projet ne se réalise, en fin de compte, si la communauté n'en veut pas. Si vous n'avez pas une bonne relation avec la communauté, vous devez réellement vous demander si c'est là un projet viable à long terme» (13). Comme l'ancien ministre de l'Environnement Thomas Mulcair, démis de ses fonctions parce qu'il s'opposait à Rabaska, l'a aussi dit en mars 2006.

Gaz de France et le consortium Rabaska ont un intérêt évident à profiter de la conjoncture présente en ce qui a trait à l'inexpérience canadienne dans le domaine de l'importation et du transit du GNL. Les exigences et règlements de protection des territoires et des populations sont moins rigoureux qu'en Europe, où on classe SEVESO des installations moins lourdes. Gaz de France elle-même clame la sécurité accrue pour son projet sur le front de mer du Cavaou à Fos, l'accès des navires par haute mer constituant la «solution optimale en termes de sécurité maritime» (brochure d'information pour Fos Cavaou). Les dirigeants du GIRAM, en voyage d'étude en France en 2005, ont rencontré un dirigeant des opérations GNL qui leur ont confirmé que GDF faisait appel à une approche déterministe (axée sur la prévention des conséquences) alors qu'au Québec, on a privilégié l'approche contraire, soit celle axée sur les probabilités. Que se passe-t-il donc pour qu'au Québec on ait un relâchement des précautions ? Le contexte laxiste imposé par la FERC, combiné à une inexpérience et un manque de précaution et de prospective spécifiques au Québec, n'y sont sûrement pas étrangers.

Aux États-Unis, le LNG Terminal Act, adopté par la Californie en 1977 et qui prescrivait des distances minimales de 6,5 km à respecter, a été «abrogé» en 1987... L'industrie se réclame aujourd'hui d'une caution morale suite à cette annulation d'une mesure de sécurité pourtant élémentaire. Rabaska dénombre 177 maisons dans un rayon de 1,5 km seulement de ses réservoirs.

Il est clair que la sécurité énergétique est aussi une affaire de sécurisation des investissements internationaux et que, comme cela est évident dans les processus

d'approbation, elle bénéficie d'un parti-pris favorable auprès de toutes les instances. Comme l'a dit explicitement David O'Reilly, pdg de Chevron, à la Conférence du gaz d'Amsterdam, «les politiques nationalistes vont, en dernier ressort, miner la sécurité énergétique globale». (14). L'imposition du GNL, c'est l'imposition d'une économie globalisée de l'énergie qui n'a rien à voir avec celle du Québec.

En important du GNL comme le font plusieurs pays européens et asiatiques, le Québec se mettra au diapason du reste du monde (...) Le Québec rattrapera le monde quant à l'utilisation du gaz naturel.

Robert Tessier, ex-pdg Gaz Métro, «Le contexte énergétique ouvre bien des portes à Gaz Métro», *Les Affaires*, 11 septembre 2004

L'alternative, en matière énergétique, justement permet de *penser autrement l'énergie : décentralisée et distribuée*, tout comme l'information avec Internet. Énergie auto-suffisante et auto-régulée comme le permet l'éolien et le solaire entre autres formes, qui efface le surplus ou le revend en réseau. Le nouveau système énergétique implique une réappropriation, avec l'aide de l'État, des moyens de production de l'énergie. C'est ce qui s'est passé avec la Révolution Tranquille au Québec dans les années 60, avec entre autres la création d'Hydro-Québec. Le Québec «a une situation unique dans le monde», de l'aveu de M. Tessier, qu'il convient d'exploiter à nos avantages et non de briser au profit du réseau des cartels mondiaux de l'énergie fossile.

Des études variées sur les zones d'inflammation d'un nuage de GNL

Sans s'attarder ici sur les problématiques techniques touchant les évaluations sur la sécurité des terminaux, mentionnons très brièvement le rôle que GDF a pu avoir dans l'histoire de ces évaluations, en relation avec d'autres études empiriques ou théoriques.

Depuis les années 70, des études ont été produites sur les effets d'une fuite majeure, accidentelle ou non, de GNL. Autant théoriques que pratiques, toutes ces études ne permettent pas aujourd'hui de conclure à un risque acceptable pour les populations vivant près d'installations traitant le GNL. Les principales autorités en la matière sont les professeurs James Fay, du Massachusetts Institute of Technology (MIT), Clifford Goudey (du MIT également) et Jerry Havens, de l'Université d'Arkansas. Les tests de Shell, en 1973, à partir du *Gadila*, un méthanier de 75 000 mètres cube, au large de Saint-Nazaire, sont les plus importants encore de nos jours. Le phénomène de phase rapide d'expansion sur l'eau, qui peut conduire à une explosion sans combustion, a fait l'objet de ce test. On y a mesuré le taux de largage de GNL en situation d'urgence, avec

le navire fixe et en mouvement, avec des volumes totaux de 27 à 193 mètres cube durant 10 minutes, à partir de becs de 51 et de 102 mm (15). C'est donc dire à quel point ces tests sont loin de la réalité d'un accident maritime tel qu'il s'en produit régulièrement. On a photographié le nuage de GNL en expansion, qui a pris des dimensions de 10 à 12 m de hauteur sur 2250 m de longueur, avec une largeur continue de 550 m. (déversement de 193 m cube, avec vent de 14,3 km/h).

Un peu comme dans le nucléaire, divers tests ont été faits pour mesurer le comportement du GNL. La série des tests Burro et Coyote a suivi dans les années 70, montrant que des mécanismes autres sont déterminants avec des épanchements de gaz à plus grande échelle. On connaît également les essais de China Lake, faits par la Garde côtière US, en 1978 et de Maplin Sands en 1980 et 1982. Dans tous les cas, les quantités larguées furent minimes, variant de 3 à 31 mètres cube. Une étude sur la propagation des flammes du gaz naturel a aussi été menée à l'Université McGill de Montréal en 1980; elle était financée par Énergie Atomique du Canada, le Air Force Office of Scientific Research et le Ministère québécois de l'éducation. Encore là, l'envergure de l'expérience fut minimale : un cylindre de 30 cm de rayon fut utilisé.

Selon Jean-François di Giovanni, délégué syndical CGT au comité européen d'entreprise de GDF, les études à caractère commercial et économique priment désormais sur les études techniques, particulièrement dans les procédés GNL. GDF a même fermé son centre de recherche de Nantes, un laboratoire unique en Europe (*L'Humanité*, 2 août 2006). Le Centre de recherche de Nantes, avec British Gas, BP, Shell, Elf-Aquitaine et Total, avait procédé à un épanchement sur des réservoirs d'eau de 35 mètres de diamètre à Montoir, en 1989. La radiation thermique a été mesurée. 238 mètres cube de GNL ont été lâchés (16).

En décembre 2004, l'étude des laboratoires Sandia aux États-Unis a fait en quelque sorte école; malgré ses faiblesses (un trop grande confiance dans les mesures de sécurité entre autres), le rapport en arrivait à la conclusion qu'un nuage de fuite majeure de GNL pouvait s'étendre jusqu'à 1,7 km et donnait 3,2 km comme distance critique à respecter entre des réservoirs de GNL et les populations. Le rapport précisait que la dynamique d'épanchement des gaz de GNL en revaporisation libre n'est pas encore pleinement comprise. Une validation expérimentale reste nécessaire.

Le dernier rapport en date, des laboratoires Sandia à nouveau, effectué pour le compte du projet de Cabrillo Port en Californie (projet en mer) en janvier 2006, complète le scénario du pire (celui que dicte le principe de précaution) et en arrive à une zone de danger de 11,7 km (6,3 milles nautiques) sous des vents de 7,2 km/h (ce qui, incidemment, est modéré pour les conditions générales régnant sur le plateau de Lévis). Conclusions du rapport : les modèles sont en développement. Les résultats changent avec l'échelle des tests mais, pour l'instant, il est impossible de procéder à des essais impliquant des conséquences élevées (tests à échelle réelle) à cause de questions de sécurité, de coûts et de faisabilité...

En réalité c'est toujours le principe prédominant du «location, location, location» qui a préséance sur la sécurité. La *localisation* de ses installations est le point numéro un dans la compétitivité de l'entreprise. Ce principe, avec «l'esprit d'entreprise», constitue la clé de la planification stratégique corporative. La «culture de la sécurité» dont se réclament les corporations énergétiques doit être ainsi fortement relativisée. Interrogée devant une commission d'enquête présidée par James Baker (qui fut Secrétaire d'État sous Clinton), BP a été trouvée coupable de ne pas consacrer de fonds ni de leadership sur cet aspect de ses opérations à sa raffinerie de Texas City, où un accident a fait 15 morts et 500 blessés en 2005. La commission mentionnait dans son rapport : «BP mistakenly interpreted improving personal injury rates as an indication of acceptable process safety performance» (*Doig's Digest*, January 2007). C'est le principe de la gestion des risques par antécédents : il n'est rien arrivé, donc la sécurité est confirmée. Les multiples accidents qui se produisent dans les installations énergétiques n'ont que malheureusement tendance à confirmer cet état de choses.

Un cas parmi d'autres de la globalisation

Sus à l'imagination, bienvenue à la fatalité (lucrative) : c'est le discours de la globalisation énergétique mondiale, sur tous les continents. Au Québec, ce discours est d'autant plus anachronique que la province se distingue par son indépendance due à l'hydro-électricité. Gaz Métro ne cesse d'affirmer qu'il faut se mettre au diapason mondial grâce à une dépendance au GNL... Une de ses stratégies est de pousser le marché du chauffage domestique, par diverses mesures, de l'électricité vers le gaz, aidée en cela par la récente augmentation des tarifs d'Hydro-Québec décidée par le gouvernement Charest. En fait, pour tirer son épingle du jeu de Rabaska, Gaz Métro, en tant que distributeur québécois, a besoin de ce déplacement des marchés, totalement contraire au bon sens et à l'efficacité énergétique québécoise, sans parler des coûts de conversion et du gaz naturel lui-même. Or, cette stratégie est mondiale; on la voit à l'oeuvre en Suisse, par exemple. Au Québec, le marché du chauffage domestique est bien sûr moins lucratif que celui de l'exportation.

Le Québec possède un potentiel éolien unique. Les pays nordiques d'Europe, comme le Danemark, ont su en faire l'exploitation rationnelle. L'Allemagne possède huit fois plus d'éoliennes que le Canada. L'Espagne est un leader européen en éolien (et, curieusement, aussi un des 5 grands importateurs mondiaux de GNL...). Combiné à la proximité du fleuve et son estuaire, l'éolien peut être un moyen écologique et parfaitement propre de production d'hydrogène... Dans le Moyen et Grand Nord, les vents sont à leur capacité maximale. Quant à l'hydraulique, la situation québécoise est enviable; la province exporte son électricité aux États de la Nouvelle-Angleterre en période estivale. Une gestion plus réglementée des petits barrages s'impose cependant

sur ses rivières, mais cela n'empêche pas cette forme d'énergie d'être la plus économique et la plus propre lorsque gérée avec intelligence.

Enfin, la question énergétique a ses connotations morales et éthiques : comment vivons-nous sur cette planète et jusqu'où sommes-nous prêts à aller dans notre consommation de ressources finies et non pas illimitées ? Pourquoi alimenter la concentration industrielle jusqu'à l'aberration d'un profit d'un milliard de dollars US par jour (Exxon-Mobil et la plus grande performance d'entreprise de tous les temps) ? Pourquoi se servir de l'absurde comme mode de pensée pour dégager un profit et un rendement déconnectés de toute réalité ? Pourquoi épuiser constamment une ressource pour en épuiser une autre ensuite afin de sortir de la «crise» ainsi créée (après le bois de chauffage dès le XVIIIe siècle en Grande-Bretagne, le charbon, lui-même le produit de la décomposition de forêts anciennes, a sauvé l'économie occidentale jusqu'à la découverte du pétrole, lui-même au sommet de son exploitation rentable (pic de Hubbert) ? Comment définissons-nous une économie propre et saine ? Que voulons-nous comme qualité de vie et comme milieu normal ? Autant de questions qui n'ont rien d'abstrait quand on en vient à accepter ou à refuser, par un choix fondamental, des options technologiques comme le nucléaire ou le GNL.

On peut toujours, à l'instar de la Chambre de commerce et des grands entrepreneurs de Lévis et d'ailleurs, clamer les «retombées jamais vues» et des «expertises nouvelles», des capitaux neufs qu'apporterait Rabaska, voire de son influence sur l'économie sociale en tant que fournisseur caritatif... On reste pourtant sous l'influence d'une mentalité déjà ancienne, les yeux fermés ou la tête dans le sable, c'est selon. D'une manière plus fondamentale, c'est la démocratie et la justice sociale et économique qui sont en jeu dans la gestion des ressources énergétiques. Tous les projets de terminaux de GNL sont menés en contravention à cette démocratie, dans le plus pur esprit autoritaire, sans écoute de la base citoyenne. «Il faut avoir l'audace de faire les choses sans attendre l'unanimité», clamait un éditorialiste d'un quotidien de Québec, reprenant les propos récents de Lucien Bouchard, ancien premier ministre nationaliste du Québec (17). Mais l'économie est pourtant faite pour s'entendre, pour survivre, non pour spéculer.

Références

- (1) *La Tribune*, «Gaz de France fait du Québec sa tête de pont», 13 février 2006
- (2) «Liquefied Natural Gas : The Explosive Energy debate», Michael La Tronica, www.emagazine.com, 2 mars 2006
- (3) Warren R. True, « Reversing Gas Misperceptions A Must », *World Gas Journal*, 5 juin 2006
- (4) Amory B. Lovins, «Energy Security Facts», 2003, www.rmi.org/sitepages/pid1010.php
- (5) *Agence Novosti*, 6 juin 2006

- (6) Voir l'étude «Le site de Lévis-Ville-Guay, choix de Rabaska pour l'implantation d'un port méthanier sur le St-Laurent. Facteurs de risque pour l'économie du Québec», Pierre-Paul Sénéchal, *L'Action Nationale*, vol. XCVI, no 6, juin 2006, www.action-nationale.qc.ca
- (7) David Suzuki, «Canada missing out on clear economy potential», 2 avril 2004, davidsuzuki.org (article de la chronique «Science Matters», publiée chaque semaine dans les quotidiens et magazines canadiens).
- (8) Gwen Schaffer, «Pipe Dreams», *Philadelphia Weekly*, Nov. 10, 2004
- (9) A. Lovins et L. Heather Lovins, *Brittle Power: Energy Strategy for National Security*, 1982 (épuisé), 2001, Rocky Mountain Institute, www.rmi.org/sitepages/pid1011.php, Chapitre 8, «Liquefied Natural Gas», pp. 87-99. Aussi dans Lovins, *Stratégies énergétiques planétaires*, Christian Bourgois, 1975, p.123.
- (10) *Baltimore Sun*, 14 juin 2006
- (11) Michel Beaudin, «Le néo-libéralisme comme "religion"», *Relations*, octobre 1995, pp. 238-240
- (12) Michel Beaudin, «L'idôlatrie sacrificielle néo-libérale», idem, p. 243.
- (13) Alex Pulaski, *The Oregonian*, 18 juin 2006
- (14) Warren True, *Oil & Gas Journal*, 8 juin 2006
- (15) Anay Luketa-Hanlin (Sandia Laboratories), «A Review of Large Scale LNG Spills: Experiments and Modeling», *Journal of Hazardous Materials*, Vol. 132, no 2-3, 20 May 2006, pp. 119-140.
- (16) D. Nedelka et al., «The Montoir 35 m diameter LNG Pool Fire Experiments». *International Conference of Liquefied Natural Gas*, Vol 2, 9th, 17-20 October 1989, Nice
- (17) François Bourque, *Le Soleil*, Québec, 27 juin 2006

Lire aussi Jean-François Gazaille, «La guerre du méthane», *L'actualité*, janvier 2006, www.lactualite.com

Annexes

Ces annexes se veulent une revue commentée de la documentation et d'articles de presse. L'auteur du mémoire **a mis en évidence** les passages jugés importants.